

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1340

23 mai 2015

SOMMAIRE

Family Office Luxembourg S.A.	64277	Lux Capital Finance Sàrl	64275
Flossbach von Storch SICAV	64277	Luxuriant S.à.r.l.	64276
Foncière de la Cote	64309	Macka S.A., SPF	64274
FT Feedtrade S.A.	64276	Mezzanine Finance Europe S.A.	64278
Gaynor Management S.à.r.l.	64280	M.I.L. (Maintenance Industrielle Luxembourg- geoise)	64276
GG Capital S.à.r.l.	64276	Mining Holding Group S.A.	64274
Giga Blocs S.à r.l.	64277	Nalco Luxembourg Holdings Sàrl	64274
GIGA Soparfi S.à r.l.	64280	NEXSTEP Advisory S.à r.l.	64277
Giga Tubes S.à r.l.	64320	Nuevo Roble S.A.	64280
Gimco Luxembourg S.A.	64279	OCM Luxembourg Unicity Holdings S.à r.l.	64275
Granduchy s.à r.l.	64279	Opportunity Fund III Property IX S.à r.l.	64312
GREIF Logistics & Rent S.à r.l.	64278	Opportunity Fund III Property XVII S.à r.l.	64309
IBEF S.A.	64280	Pfizer Transactions Luxembourg S.à r.l.	64275
Ironbridge II Luxembourg Holdings 2 S.à r.l.	64278	Printronic Luxembourg (International) S.à r.l.	64275
Ironbridge II Luxembourg Holdings S.à r.l.	64278	Private Theory Luxco S.à r.l.	64281
Isviken S. à r.l.	64279	Spotify Technology S.A.	64314
JSA International Holdings S.à r.l.	64277	Suntech Global Solar Fund Partners S.à r.l.	64274
Kingfisher Germany Pledgeco S.à r.l.	64296	Tamasolu SARL	64317
KP Automotive S.à.r.l.	64274	Unicity VII Plymouth S.à r.l.	64320
K.Y.O. S.A.	64280	Unleveraged European ABS S.A.	64320
La Gardenia Holding S.à r.l.	64279		
Latona S.A. - SPF	64279		
Linbiolong S.A.	64304		
LSREF3 Lux Investments XII S.à r.l.	64276		

Mining Holding Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 153.677.

—

Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration en date du 13 février 2015:

Monsieur Marc Koeune, administrateur, est nommé Président du Conseil d'Administration.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2015051313/11.

(150058909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Macka S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1319 Luxembourg, 91, rue Cents.

R.C.S. Luxembourg B 180.174.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Référence de publication: 2015051306/10.

(150059019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Nalco Luxembourg Holdings Sàrl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 14.820,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 126.503.

—

Les comptes annuels au 30 novembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 avril 2015.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015051325/12.

(150059233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

KP Automotive S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 102.530.

—

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 avril 2015.

Référence de publication: 2015051251/10.

(150059206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Suntech Global Solar Fund Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 176.986.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015051416/10.

(150059075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

OCM Luxembourg Unicity Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.275,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 155.923.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Référence de publication: 2015051342/11.

(150058836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Pfizer Transactions Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 154.075.

EXTRAIT

Il résulte d'une décision de la Société en date du 2 avril 2015, de:

- Rayer Madame Susan WEBB, en tant que gérant de la Société avec effet au 30 mars 2015; et
- Nommer Monsieur Ciaran MURPHY, né le 2 mai 1962 à Dublin, Ireland, résidant professionnellement au 51 Avenue J.F. Kennedy, L-1855, en tant que gérant de la Société avec effet au 30 mars 2015 et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 03 avril 2015.

Référence de publication: 2015051357/14.

(150059098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Printronic Luxembourg (International) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 17.991.000,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 115.354.

Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'Associé Unique tenue le 02 avril 2015

L'Associé Unique a constaté et accepté la démission de Monsieur Randall Don Eisenbach avec effet au 1^{er} avril 2015 de ses fonctions de gérant de la Société.

Suite à cette démission, le conseil de Gérance de la société se présente désormais comme suit:

- Monsieur Marc Bruens
- Madame Rhonda Ann Longmore-Grund

Référence de publication: 2015051360/14.

(150059219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Lux Capital Finance Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.333.936,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 155.995.

Les comptes annuels arrêtés au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 avril 2015.

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2015051263/12.

(150059322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

LSREF3 Lux Investments XII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.
R.C.S. Luxembourg B 192.100.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 avril 2015.

Référence de publication: 2015051289/10.

(150059144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Luxuriant S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1740 Luxembourg, 42, rue de Hollerich.
R.C.S. Luxembourg B 138.561.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2015051293/10.

(150059301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

M.I.L. (Maintenance Industrielle Luxembourgeoise), Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5637 Mondorf-les-Bains, 2, rue Saint Michel.
R.C.S. Luxembourg B 31.005.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

M.I.L. S.à r.l.

Référence de publication: 2015051295/10.

(150058915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

GG Capital S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 136.283.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Citco C& T (Luxembourg) S.A.

Société Anonyme

Agent Administratif

Référence de publication: 2015051168/12.

(150059353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

FT Feedtrade S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 20, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 71.005.

Par la présente, il est signalé que Luxfiducia S.à r.l., établie au 20 avenue Pasteur L-2310 Luxembourg et inscrite au R.C.S. sous le numéro B 71529, a été nommée dépositaire des actions au porteur et du registre des actions au porteur de la société FT FEEDTRADE S.A., inscrite au R.C.S. sous le numéro B 71005 et dont le siège social est au 20 avenue Pasteur L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015051147/12.

(150059338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Flossbach von Storch SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 6, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 133.073.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 avril 2015.
Référence de publication: 2015051118/10.
(150059247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Family Office Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 73.890.

Les statuts coordonnés au 05/03/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 01/04/2015.
Cosita Delvaux
Notaire
Référence de publication: 2015051121/12.
(150059274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Giga Blocs S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3548 Dudelange, 15, rue Ribeschpont.
R.C.S. Luxembourg B 162.162.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015051169/10.
(150059368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Signature.

NEXSTEP Advisory S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.
Siège social: L-1630 Luxembourg, 26, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 180.566.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 avril 2015.
Référence de publication: 2015051216/10.
(150059327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

JSA International Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 17.390,00.
Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 149.516.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 2 avril 2015.
Signature
Un mandataire
Référence de publication: 2015051237/12.
(150058850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

GREIF Logistics & Rent S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 38, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 118.407.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 29. Dezember 2014.

Référence de publication: 2015051175/10.

(150059337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Ironbridge II Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 122.618.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 24 mars 2015

1. M. Georges SCHEUER a démissionné de son mandat de gérant B.

2. M. David CATALA, administrateur de sociétés, né le 19 janvier 1979 à Gand (Belgique), ayant son adresse professionnelle au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, a été nommé comme gérant B pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 3 avril 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Ironbridge II Luxembourg Holdings S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2015051211/15.

(150059163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Ironbridge II Luxembourg Holdings 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 165.328.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 24 mars 2015

1. M. Georges SCHEUER a démissionné de son mandat de gérant B.

2. M. David CATALA, administrateur de sociétés, né le 19 janvier 1979 à Gand (Belgique), ayant son adresse professionnelle au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, a été nommé comme gérant B pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 3 avril 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Ironbridge II Luxembourg Holdings 2 S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2015051212/15.

(150059102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Mezzanine Finance Europe S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 116.353.

La convention de domiciliation conclue entre l'agent domiciliataire Caceis Bank Luxembourg, société anonyme immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B91985 dont le siège social est situé au 5 Allée Scheffer, 2520 Luxembourg, et Mezzanine Finance Europe S.A., société anonyme, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B116353 dont le siège social est situé au 5 Allée Scheffer, 2520 Luxembourg, a été résiliée avec effet au 31 mars 2015.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour CACEIS Bank Luxembourg

Référence de publication: 2015051303/14.

(150058875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Latona S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-9053 Ettelbruck, 45, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 44.614.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015051275/10.

(150059125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Isviken S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 4.876.500,00.**

Siège social: L-1461 Luxembourg, 27, rue d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 150.737.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 2 avril 2015.

Référence de publication: 2015051214/10.

(150058795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

La Gardenia Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 184.446.

*Extrait du procès-verbal du Conseil tenu le 23 mars 2015**Résolutions:*

- Le Conseil décide de transférer le siège social de son adresse actuelle au 16, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg, avec effet au 02/04/2015.

- Mme. Bemtgen Sonja, Mme. Derains Virginie et Mme. Lobo Sarah auront désormais comme adresse professionnelle: 16, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 23 mars 2015.

Référence de publication: 2015051258/16.

(150059120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Gimco Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5691 Mondorf-les-Bains, 38, Z.A. Triangle Vert.

R.C.S. Luxembourg B 93.616.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015051172/9.

(150058981) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Granduchy s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 158.893.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015051173/9.

(150059413) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

GIGA Soparfi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3548 Dudelange, 15, rue Ribeschpont.
R.C.S. Luxembourg B 162.155.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015051170/10.

(150059365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

IBEF S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 77.458.

Version rectifiée
Remplacement dépôt L150003796 du 08/01/2015

Les statuts coordonnés au 02/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30/03/2015.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2015051215/14.

(150058830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

K.Y.O. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.
R.C.S. Luxembourg B 41.031.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

G.T. Management Services S.A.

Luxembourg

Référence de publication: 2015051239/12.

(150059008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Gaynor Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 133.372.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015051163/9.

(150059056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Nuevo Roble S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 20, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 112.138.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015051331/9.

(150059168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Private Theory Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 21.500,00.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 194.923.

In the year two thousand fifteen, on the twenty-third day of the month of March.

Before, Maître Danielle Kolbach, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

PRIVATE THEORY LP, a limited partnership governed by the laws of the State of Delaware, United States of America, having its registered office at Private Theory LP, c/o Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, United States of America (the "Sole Shareholder");

here represented by Robert van't Hoefft, company manager, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

1. The said proxy shall be annexed to the present deed for the purpose of registration. 30
2. The appearing party declares that it is the sole shareholder holding all the one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) shares currently issued by Private Theory Luxco S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 48, Avenue Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, with a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre du Commerce et des Sociétés, Luxembourg) under number B194923 (the "Company").
3. The Company has been incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated 23 February 2015, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.
4. The Company's articles of incorporation (the "Articles") have not been amended since its incorporation.
5. The appearing party, represented as above mentioned, has recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda (the "Agenda"):

Agenda:

1. Reclassification of the existing one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) shares in the share capital of the Company as ordinary shares.
2. Creation of new classes of shares in the share capital of the Company, namely (i) class A shares, (ii) class B shares, (iii) class C shares, (iv) class D shares, (v) class E shares, (vi) class F shares, (vii) class G shares, (viii) class H shares and (ix) class I shares.
3. Increase of the share capital of the Company by an amount of nine thousand Euro (EUR 9,000.-) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) ordinary shares, with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each, to an amount of twenty-one thousand five hundred Euro (EUR 21,500.-) represented by (i) one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) ordinary shares, (ii) one hundred thousand (100,000) class A shares, (iii) one hundred thousand (100,000) class B shares, (iv) one hundred thousand (100,000) class C shares, (v) one hundred thousand (100,000) class D shares, (vi) one hundred thousand (100,000) class E shares, (vii) one hundred thousand (100,000) class F shares, (viii) one hundred thousand (100,000) class G shares, (ix) one hundred thousand (100,000) class H shares and (x) one hundred thousand (100,000) class I shares, with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each, by the issuance of (i) one hundred thousand (100,000) class A shares, (ii) one hundred thousand (100,000) class B shares, (iii) one hundred thousand (100,000) class C shares, (iv) one hundred thousand (100,000) class D shares, (v) one hundred thousand (100,000) class E shares, (vi) one hundred thousand (100,000) class F shares, (vii) one hundred thousand (100,000) class G shares, (viii) one hundred thousand (100,000) class H shares and (ix) one hundred thousand (100,000) class I shares in the share capital of the Company, having a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each (the "New Shares").
4. Subscription to all the New Shares by Private Theory LP, a limited partnership governed by the laws of the State of Delaware, United States of America, having its registered office at Private Theory LP, c/o Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, United States of America, with payment of a total share premium of two million five hundred and thirteen thousand five hundred Euro (EUR 2,513,500.-), by way of a contribution in cash in the aggregate amount of two million five hundred and twenty-two thousand five hundred Euro (EUR 2,522,500.-) (the "Subscription Price") and allocation by the Company of the New Shares to Private Theory LP.
5. Amendment of article 5 of the articles of incorporation of the Company (the "Articles") as follows:

" Art. 5. Share capital - Shares - Repurchase.

5.1 - Subscribed share capital

The Company's share capital is fixed at twenty-one thousand five hundred Euro (EUR 21,500.-) represented by (i) one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) ordinary shares (the "Ordinary Shares"), (ii) one hundred thousand

(100,000) class A shares (the "Class A Shares"), (iii) one hundred thousand (100,000) class B shares (the "Class B Shares"), (iv) one hundred thousand (100,000) class C shares (the "Class C Shares"), (v) one hundred thousand (100,000) class D shares (the "Class D Shares"), (vi) one hundred thousand (100,000) class E shares (the "Class E Shares"), (vii) one hundred thousand (100,000) class F shares (the "Class F Shares"), (viii) one hundred thousand (100,000) class G shares (the "Class G Shares"), (ix) one hundred thousand (100,000) class H shares (the "Class H Shares") and (x) one hundred thousand (100,000) class I shares (the "Class I Shares" and, together with the Class A Shares, the Class B Shares, the Class C Shares, the Class D Shares, the Class E Shares, the Class F Shares, the Class G Shares and the Class H Shares, the "Preferred Shares") representing a total of two million one hundred and fifty thousand (2,150,000) shares of a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each, all fully subscribed and entirely paid up.

The Ordinary Shares and the Preferred Shares are together referred to as the "Shares".

The Ordinary Shares, Class A Shares, Class B Shares, Class C Shares, Class D Shares, Class E Shares, Class F Shares, Class G Shares, Class H Shares and Class I Shares constitute separate classes of Shares with different economic rights as set out in these articles of association.

At the moment and as long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a one-member company (société unipersonnelle) in the meaning of Article 179 (2) of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time (the "Law"); in this contingency Articles 200-1 and 200-2, among others, will apply, this entailing that each decision of the sole shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing.

5.2 - Repurchase

5.2.1 - The share capital of the Company may be reduced by the cancellation of Preferred Shares including by the cancellation of one or more entire classes of Preferred Shares through the repurchase and cancellation of all the Shares in issue in such class(es) of Preferred Shares, in accordance with the provisions set out in this article 5.2. In case of repurchase and cancellation of a class of Preferred Shares, such repurchase and cancellation shall be made in the reverse alphabetical order (starting with the Class I Shares).

5.2.2 - Each class of Preferred Shares gives the right to the holders thereof, pro rata to their holding in such class, in case of redemption of such class, to the Available Amount and the holders of Preferred Shares of the repurchased and cancelled class(es) of Preferred Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each Preferred Share of the relevant class(es) held by them and cancelled.

5.2.3 - Any amendments to the present article 5.2 shall be subject to the unanimous decision of the general shareholders' meeting (if any) to be held with a 100% quorum of all Shares in issue.

5.3 - Share premium

Any available share premium amount shall be distributable by the board of managers.

5.4 - Modification of share capital

The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the general shareholders' meeting, in accordance with article 10 of these articles of association and within the limits provided for by article 199 of the Law.

5.5 - Voting rights - Distributions

5.5.1 - Each Share, confers an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding.

5.5.2 - Ordinary Shares Dividend Right

The Ordinary Shares give their holders the right to receive dividend distributions with respect to the given year in an amount of zero point zero five percent (0.05%) of the nominal value of the Ordinary Shares held by them commensurate to their holding of Ordinary Shares.

5.5.3 - Class A Shares Dividend Rights

The Class A Shares give their holders the right to receive dividend distributions with respect to the given year in an amount of zero point ten percent (0.10%) of the nominal value of the Class A Shares held by them commensurate to their holding of Class A Shares.

5.5.4 - Class B Shares Dividend Rights

The Class B Shares give their holders the right to receive dividend distributions with respect to the given year in an amount of zero point fifteen percent (0.15%) of the nominal value of the Class B Shares held by them commensurate to their holding of Class B Shares.

5.5.5 - Class C Shares Dividend Rights

The Class C Shares give their holders the right to receive dividend distributions with respect to the given year in an amount of zero point twenty percent (0.20%) of the nominal value of the Class C Shares held by them commensurate to their holding of Class C Shares.

5.5.6 - Class D Shares Dividend Rights

The Class D Shares give their holders the right to receive dividend distributions with respect to the given year in an amount of zero point twenty-five percent (0.25%) of the nominal value of the Class D Shares held by them commensurate to their holding of Class D Shares.

5.5.7 - Class E Shares Dividend Rights

The Class E Shares give their holders the right to receive dividend distributions with respect to the given year in an amount of zero point thirty percent (0.30%) of the nominal value of the Class E Shares held by them commensurate to their holding of Class E Shares.

5.5.8 - Class F Shares Dividend Rights

The Class F Shares give their holders the right to receive dividend distributions with respect to the given year in an amount of zero point thirty-five percent (0.35%) of the nominal value of the Class F Shares held by them commensurate to their holding of Class F Shares.

5.5.9 - Class G Shares Dividend Rights

The Class G Shares give their holders the right to receive dividend distributions with respect to the given year in an amount of zero point forty percent (0.40%) of the nominal value of the Class G Shares held by them commensurate to their holding of Class G Shares.

5.5.10 - Class H Shares Dividend Rights

The Class H Shares give their holders the right to receive dividend distributions with respect to the given year in an amount of zero point forty-five percent (0.45%) of the nominal value of the Class H Shares held by them commensurate to their holding of Class H Shares.

5.5.11 - Class I Shares Dividend Rights

The Class I Shares give their holders the right to receive the remainder of any dividend distribution.

5.5.12 Should any class of Preferred Shares have been cancelled following its redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the remainder of any dividend distribution shall then be allocated to the next outstanding class of Preferred Shares to be redeemed in the reverse alphabetical order (i.e. initially the Class I Shares).

5.5.13 - If the dividends referred to above are not declared or paid during one or more particular years, the fixed dividends entitlement shall continue to accrue.

5.5.14 - In any case, dividends can only be distributed and Preferred Shares redeemed to the extent that the Company has distributable sums within the meaning of the Law and in accordance with the applicable provisions of such Law.

5.6 - Indivisibility of Shares

Towards the Company, the Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

5.7 - Registration of Shares

All Shares are in registered form, in the name of a specific person, and recorded in the shareholders' register of the Company in accordance with article 185 of the Law.

5.8 - Definitions

Available Amount means in relation to the relevant class of Preferred Shares the total amount of net profits attributable to that class of Preferred Shares (subject to the provisions of article 5.5 of these articles of association) (including carried forward profits), to the extent the shareholders would have been entitled to dividend distributions according to article 13 of these articles of association, increased by (i) any freely distributable reserves (including for the avoidance of doubt the share premium reserve) and (ii), as the case may be, by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Preferred Shares to be cancelled to the extent this corresponds to the available amounts in accordance with the law but reduced by (i) any losses (including carried forward losses) and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the law or these articles of association or in the reasonable opinion of the sole manager or board of managers, as the case may be, set aside to cover running costs of the Company, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + PR)$$

Whereby:

AA= Available Amount;

NP= net profits attributable to the class of Preferred Shares in accordance with the provisions of article 5.5 of these articles of association (including carried forward profits as determined for the relevant class of Preferred Shares in accordance with the provisions of article 5.5 of these articles of association)

P= freely distributable share premium and reserves;

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Preferred Shares to be cancelled to the extent this corresponds to the available amounts in accordance with the law;

L= losses (including carried forward losses if any);

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the law or of these articles of association;

PR = sums set aside to cover running costs of the Company in the reasonable opinion of the board of managers.

Cancellation Value Per Share means the cancellation amount per Share within the relevant class of Preferred Shares to be paid to the shareholders. The Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Preferred Shares in issue in the class of Preferred Shares to be repurchased and cancelled.

Interim Account Date means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class of Shares.

Interim Accounts means the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.

Total Cancellation Amount means the amount to be paid as the redemption price for the class of Shares so redeemed. The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the sole manager or the board of managers, as the case may be, on the basis of the relevant Interim Accounts and in accordance with the provisions of article 5.5. The Total Cancellation Amount for each relevant class of Preferred Shares shall be the Available Amount of the relevant class at the time of the redemption and cancellation of the relevant class of Preferred Shares, provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than the Available Amount. Upon the repurchase and cancellation of the relevant class of Preferred Shares, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company."

6. Amendment of article 13 of the Articles as follows:

" 13 Distributions.

13.1 Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company. The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

13.2 Distributions of interim dividends are permitted insofar as they strictly abide by the rules of this article 13.2. and subject to any rule in addition to these as determined by the manager or, in case of plurality of managers, by the board of managers, together with the shareholder(s):

- The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers shall have exclusive competence to take the initiative to declare interim dividends and allow the distribution of such interim dividends as they deem appropriate and in accordance with the Company's corporate interest.

- In this respect, the manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is exclusively competent to decide the amount of the sums available for distribution and the opportunity of such distribution, based on the supporting documentation and principles contained in these articles of association and on any agreement possibly entered into from time to time between the shareholder(s).

- In addition, the decision of the manager or, in case of plurality of managers, of the board of managers shall be supported by interim financial statements of the Company dated of less than two (2) months from such decision of the manager or, in case of plurality of managers, of the board of managers and showing sufficient funds available for distribution provided that the amount to be distributed does not exceed profits realized since the end of the financial year increased by profits carried forward and distributable reserves decreased by losses carried forward and any sums to be allocated to the reserves required by the Law or these articles of association.

- Finally, the distribution of interim dividends shall be limited to the amount of the distributable profit as it appears on the above mentioned interim financial statements of the Company and in accordance with article 5.5 of these articles of association. The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers may mandate an independent auditor to review such interim financial statements in order to confirm the sum available for distribution.

- In any case, the distribution of interim dividends shall remain subject to the provisions of article 201 of the Law, which provides for a recovery against the shareholder(s) of the dividends which have been distributed to it/them but do not correspond to profits actually earned by the Company. Such action for recovery shall prescribe five (5) years after the date of the distribution."

13.3 The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of the general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount of the share premium account to the legal reserve account."

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to reclassify the existing one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) shares in the share capital of the Company as ordinary shares (the "Ordinary Shares").

Second resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to create new classes of shares in the share capital of the Company, namely (i) class A shares (the "Class A Shares"), (ii) class B shares (the "Class B Shares"), (iii) class C shares (the "Class C Shares"), (iv) class D shares (the "Class D Shares"), (v) class E shares (the "Class E Shares"), (vi) class F shares (the "Class F Shares"), (vii) class G shares (the "Class G Shares"), (viii) class H shares (the "Class H Shares") and (ix) class I shares (the "Class I Shares", and together with the Class A Shares, the Class B Shares, the Class C Shares, the Class D Shares, the Class E Shares, the Class F Shares, the Class G Shares and the Class H Shares, the "Preferred Shares", and the Preferred Shares and the Ordinary Shares are together referred to as the "Shares").

Third resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to increase the share capital of the Company by an amount of nine thousand Euro (EUR 9,000.-) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) Ordinary Shares, with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each, to an amount of twenty-one thousand five hundred Euro (EUR 21,500.-) represented by (i) one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) Ordinary Shares, (ii) one hundred thousand (100,000) Class A Shares, (iii) one hundred thousand (100,000) Class B Shares, (iv) one hundred thousand (100,000) Class C Shares, (v) one hundred thousand (100,000) Class D Shares, (vi) one hundred thousand (100,000) Class E Shares, (vii) one hundred thousand (100,000) Class F Shares, (viii) one hundred thousand (100,000) Class G Shares, (ix) one hundred thousand (100,000) Class H Shares and (x) one hundred thousand (100,000) Class I Shares, with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each, by the issuance of (i) one hundred thousand (100,000) Class A Shares, (ii) one hundred thousand (100,000) Class B Shares, (iii) one hundred thousand (100,000) Class C Shares, (iv) one hundred thousand (100,000) Class D Shares, (v) one hundred thousand (100,000) Class E Shares, (vi) one hundred thousand (100,000) Class F Shares, (vii) one hundred thousand (100,000) Class G Shares, (viii) one hundred thousand (100,000) Class H Shares and (ix) one hundred thousand (100,000) Class I Shares, having the rights and privileges as set out in the articles of association to be adopted in the fifth resolution and entitling to dividends in accordance with the Company's articles of association from the day of the decision of the shareholders resolving on the proposed share capital increase.

Fourth resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to accept and record the subscription to the New Shares as follows:

Subscription / Payment

The Sole Shareholder, represented as stated above, INTERVENES and hereby DECLARES to:

- (a) subscribe to the New Shares; and
- (b) fully pay up the New Shares by way of a payment in cash of the Subscription Price, i.e. two million five hundred and twenty-two thousand five hundred Euro (EUR 2,522,500.-).

The Subscription Price is forthwith at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the officiating notary.

The Sole Shareholder RESOLVES to allocate the Subscription Price as follows:

- (a) nine thousand Euro (EUR 9,000.-) shall be allocated to the nominal share capital account of the Company; and
- (b) two million five hundred and thirteen thousand five hundred Euro (EUR 2,513,500.-) shall be allocated to the share premium account of the Company.

Fifth resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to amend article 5 of the Articles as follows:

" Art. 5. Share capital - Shares - Repurchase.

5.1 - Subscribed share capital

The Company's share capital is fixed at twenty-one thousand five hundred Euro (EUR 21,500.-) represented by (i) one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) ordinary shares (the "Ordinary Shares"), (ii) one hundred thousand (100,000) class A shares (the "Class A Shares"), (iii) one hundred thousand (100,000) class B shares (the "Class B Shares"), (iv) one hundred thousand (100,000) class C shares (the "Class C Shares"), (v) one hundred thousand (100,000) class D shares (the "Class D Shares"), (vi) one hundred thousand (100,000) class E shares (the "Class E Shares"), (vii) one hundred thousand (100,000) class F shares (the "Class F Shares"), (viii) one hundred thousand (100,000) class G shares (the "Class G Shares"), (ix) one hundred thousand (100,000) class H shares (the "Class H Shares") and (x) one hundred thousand (100,000) class I shares (the "Class I Shares" and, together with the Class A Shares, the Class B Shares, the Class C Shares, the Class D Shares, the Class E Shares, the Class F Shares, the Class G Shares and the Class H Shares, the "Preferred Shares") representing a total of two million one hundred and fifty thousand (2,150,000) shares of a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each, all fully subscribed and entirely paid up. The Ordinary Shares and the Preferred Shares are together referred to as the "Shares". The Ordinary Shares, Class A Shares, Class B Shares, Class C Shares, Class D Shares, Class E Shares, Class F Shares, Class G Shares, Class H Shares and Class I Shares constitute separate classes of Shares with different economic rights as set out in these Articles.

At the moment and as long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a one-member company (société unipersonnelle) in the meaning of Article 179 (2) of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time (the "Law"); In this contingency Articles 200-1 and 200-2, among others, will apply, this entailing that each decision of the sole shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing.

5.2 - Repurchase

5.2.1 - The share capital of the Company may be reduced by the cancellation of Preferred Shares including by the cancellation of one or more entire classes of Preferred Shares through the repurchase and cancellation of all the Shares in

issue in such class(es) of Preferred Shares, in accordance with the provisions set out in this article 5.2. In case of repurchase and cancellation of a class of Preferred Shares, such repurchase and cancellation shall be made in the reverse alphabetical order (starting with the Class I Shares).

5.2.2 - Each class of Preferred Shares gives the right to the holders thereof, pro rata to their holding in such class, in case of redemption of such class, to the Available Amount and the holders of Preferred Shares of the repurchased and cancelled class(es) of Preferred Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each Preferred Share of the relevant class(es) held by them and cancelled.

5.2.3 - Any amendments to the present article 5.2 shall be subject to the unanimous decision of the general shareholders' meeting (if any) to be held with a 100% quorum of all Shares in issue.

5.3 - Share premium

Any available share premium amount shall be distributable by the board of managers.

5.4 - Modification of share capital

The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the general shareholders' meeting, in accordance with article 10 of these articles of association and within the limits provided for by article 199 of the Law.

5.5 - Voting rights - Distributions

5.5.1 - Each Share, confers an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding.

5.5.2 - Ordinary Shares Dividend Right

The Ordinary Shares give their holders the right to receive dividend distributions with respect to the given year in an amount of zero point zero five percent (0.05%) of the nominal value of the Ordinary Shares held by them commensurate to their holding of Ordinary Shares.

5.5.3 - Class A Shares Dividend Rights

The Class A Shares give their holders the right to receive dividend distributions with respect to the given year in an amount of zero point ten percent (0.10%) of the nominal value of the Class A Shares held by them commensurate to their holding of Class A Shares.

5.5.4 - Class B Shares Dividend Rights

The Class B Shares give their holders the right to receive dividend distributions with respect to the given year in an amount of zero point fifteen percent (0.15%) of the nominal value of the Class B Shares held by them commensurate to their holding of Class B Shares.

5.5.5 - Class C Shares Dividend Rights

The Class C Shares give their holders the right to receive dividend distributions with respect to the given year in an amount of zero point twenty percent (0.20%) of the nominal value of the Class C Shares held by them commensurate to their holding of Class C Shares.

5.5.6 - Class D Shares Dividend Rights

The Class D Shares give their holders the right to receive dividend distributions with respect to the given year in an amount of zero point twenty-five percent (0.25%) of the nominal value of the Class D Shares held by them commensurate to their holding of Class D Shares.

5.5.7 - Class E Shares Dividend Rights

The Class E Shares give their holders the right to receive dividend distributions with respect to the given year in an amount of zero point thirty percent (0.30%) of the nominal value of the Class E Shares held by them commensurate to their holding of Class E Shares.

5.5.8 - Class F Shares Dividend Rights

The Class F Shares give their holders the right to receive dividend distributions with respect to the given year in an amount of zero point thirty-five percent (0.35%) of the nominal value of the Class F Shares held by them commensurate to their holding of Class F Shares.

5.5.9 - Class G Shares Dividend Rights

The Class G Shares give their holders the right to receive dividend distributions with respect to the given year in an amount of zero point forty percent (0.40%) of the nominal value of the Class G Shares held by them commensurate to their holding of Class G Shares.

5.5.10 - Class H Shares Dividend Rights

The Class H Shares give their holders the right to receive dividend distributions with respect to the given year in an amount of zero point forty-five percent (0.45%) of the nominal value of the Class H Shares held by them commensurate to their holding of Class H Shares.

5.5.11 - Class I Shares Dividend Rights

The Class I Shares give their holders the right to receive the remainder of any dividend distribution.

5.5.12 Should any class of Preferred Shares have been cancelled following its redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the remainder of any dividend distribution shall then be allocated to the next outstanding class of Preferred Shares to be redeemed in the reverse alphabetical order (i.e. initially the Class I Shares).

5.5.13 - If the dividends referred to above are not declared or paid during one or more particular years, the fixed dividends entitlement shall continue to accrue.

5.5.14 - In any case, dividends can only be distributed and Preferred Shares redeemed to the extent that the Company has distributable sums within the meaning of the Law and in accordance with the applicable provisions of such Law.

5.6 - Indivisibility of Shares

Towards the Company, the Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

5.7 - Registration of Shares

All Shares are in registered form, in the name of a specific person, and recorded in the shareholders' register of the Company in accordance with article 185 of the Law.

5.8 - Definitions

Available Amount means in relation to the relevant class of Preferred Shares the total amount of net profits attributable to that class of Preferred Shares (subject to the provisions of article 5.5 of these articles of association) (including carried forward profits), to the extent the shareholders would have been entitled to dividend distributions according to article 13 of these articles of association, increased by (i) any freely distributable reserves (including for the avoidance of doubt the share premium reserve) and (ii), as the case may be, by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Preferred Shares to be cancelled to the extent this corresponds to the available amounts in accordance with the law but reduced by (i) any losses (included carried forward losses) and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the law or these articles of association or in the reasonable opinion of the sole manager or board of managers, as the case may be, set aside to cover running costs of the Company, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + PR)$$

Whereby:

AA= Available Amount;

NP= net profits attributable to the class of Preferred Shares in accordance with the provisions of article 5.5 of these articles of association (including carried forward profits as determined for the relevant class of Preferred Shares in accordance with the provisions of article 5.5 of these articles of association)

P= freely distributable share premium and reserves;

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Preferred Shares to be cancelled to the extent this corresponds to the available amounts in accordance with the law;

L= losses (including carried forward losses if any);

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the law or of these articles of association;

PR = sums set aside to cover running costs of the Company in the reasonable opinion of the board of managers.

Cancellation Value Per Share means the cancellation amount per Share within the relevant class of Preferred Shares to be paid to the shareholders. The Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Preferred Shares in issue in the class of Preferred Shares to be repurchased and cancelled.

Interim Account Date means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class of Shares.

Interim Accounts means the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.

Total Cancellation Amount means the amount to be paid as the redemption price for the class of Shares so redeemed. The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the sole manager or the board of managers, as the case may be, on the basis of the relevant Interim Accounts and in accordance with the provisions of article 5.5 of these articles of association. The Total Cancellation Amount for each relevant class of Preferred Shares shall be the Available Amount of the relevant class at the time of the redemption and cancellation of the relevant class of Preferred Shares, provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than the Available Amount. Upon the repurchase and cancellation of the relevant class of Preferred Shares, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company."

Sixth resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to amend article 13 the Articles as follows:

" 13. Distributions.

13.1 Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company. The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

13.2 Distributions of interim dividends are permitted insofar as they strictly abide by the rules of this article 13.2. and subject to any rule in addition to these as determined by the manager or, in case of plurality of managers, by the board of managers, together with the shareholder(s):

- The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers shall have exclusive competence to take the initiative to declare interim dividends and allow the distribution of such interim dividends as they deem appropriate and in accordance with the Company's corporate interest.

- In this respect, the manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is exclusively competent to decide the amount of the sums available for distribution and the opportunity of such distribution, based on the supporting documentation and principles contained in these articles of association and on any agreement possibly entered into from time to time between the shareholder(s).

- In addition, the decision of the manager or, in case of plurality of managers, of the board of managers shall be supported by interim financial statements of the Company dated of less than two (2) months from such decision of the manager or, in case of plurality of managers, of the board of managers and showing sufficient funds available for distribution provided that the amount to be distributed does not exceed profits realized since the end of the financial year increased by profits carried forward and distributable reserves decreased by losses carried forward and any sums to be allocated to the reserves required by the Law or these articles of association.

- Finally, the distribution of interim dividends shall be limited to the amount of the distributable profit as it appears on the above mentioned interim financial statements of the Company and in accordance with article 5.5. The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers may mandate an independent auditor to review such interim financial statements in order to confirm the sum available for distribution.

- In any case, the distribution of interim dividends shall remain subject to the provisions of article 201 of the Law, which provides for a recovery against the shareholder(s) of the dividends which have been distributed to it/them but do not correspond to profits actually earned by the Company. Such action for recovery shall prescribe five (5) years after the date of the distribution."

13.3 The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of the general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount of the share premium account to the legal reserve account."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this document are estimated at approximately four thousand Euro (EUR 4,000.-).

Declaration

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing persons the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of any differences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by its surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us, the notary, this original deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le vingt-troisième jour du mois de mars.

Par-devant, Maître Danielle Kolbach, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché du Luxembourg,

A comparu:

Private Theory LP, un limited partnership régi par le droit de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social à Private Theory LP, c/o Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, Etats-Unis d'Amérique (l'Associé Unique),

ici représenté par Robert van't Hoeft, gérant de sociétés, résidant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous-seing privé.

1. Ladite procuration restera annexée au présent acte pour être soumise à l'enregistrement.

2. La partie comparante déclare qu'elle est l'associé unique détenant toutes les un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales actuellement émises par Private Theory Luxco S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 48, avenue Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, avec un capital social de douze mille cinq cents Euro (12.500,-EUR) et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B194923 (la "Société").

3. La Société a été constituée par un acte de Maître Danielle Kolbach, précitée, en date du 23 février 2015, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

4. Les statuts de la Société (les "Statuts") n'ont jamais été modifiés depuis sa constitution.

5. La partie comparante, représentée comme indiqué ci-avant, a reconnu être entièrement informée des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant ("Ordre du Jour"):

Ordre du jour

1. Reclassification des un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales existantes dans le capital social de la Société en parts sociales ordinaires.

2. Création de nouvelles classes de parts sociales dans le capital social de la Société, nommément (i) les parts sociales de classe A, (ii) les parts sociales de classe B, (iii) les parts sociales de classe C, (iv) les parts sociales de classe D, (v) les parts sociales de classe E, (vi) les parts sociales de classe F, (vii) les parts sociales de classe G, (viii) les parts sociales de classe H et (ix) les parts sociales de classe I.

3. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de neuf mille Euro (9.000,- EUR), pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents Euro (12.500,- EUR), représenté par un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale d'un centime (0,01 EUR) chacune, à un montant de vingt-et-un mille cinq cents Euro (21.500,-EUR), représenté par un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales ordinaires, (ii) cent mille (100.000) parts sociales de classe A, (iii) cent mille (100.000) parts sociales de classe B, (iv) cent mille (100.000) parts sociales de classe C, (v) cent mille (100.000) part sociales de classe D, (vi) cent mille (100.000) parts sociales de classe E, (vii) cent mille (100.000) parts sociales de classe F, (viii) cent mille (100.000) parts sociales de classe G, (ix) cent mille (100.000) parts sociales de classe H et (x) cent mille (100.000) parts sociales de classe I, d'une valeur nominale d'un centime (0,01 EUR) chacune par l'émission de (i) cent mille (100.000) parts sociales de classe A, (ii) cent mille (100.000) parts sociales de classe B, (iii) cent mille (100.000) parts sociales de classe C, (iv) cent mille (100.000) parts sociales de classe D, (v) cent mille (100.000) parts sociales de classe E, (vi) cent mille (100.000) parts sociales de classe F, (vii) cent mille (100.000) parts sociales de classe G, (viii) cent mille (100.000) parts sociales de classe H et (ix) cent mille (100.000) parts sociales de classe I dans le capital social de la Société, d'une valeur nominale d'un centime (0,01 EUR) chacune (les "Nouvelles Parts Sociales").

4. Souscription à toutes les Nouvelles Parts Sociales par Private Theory LP, un limited partnership régi par le droit de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social à Private Theory LP, c/o Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, Etats-Unis d'Amérique, avec paiement d'une prime d'émission totale de deux millions cinq cent treize mille cinq cents Euro (2.513.500,-), au moyen d'un paiement en numéraire d'un montant total de deux millions cinq cent vingt-deux mille cinq cents Euro (2.522.500,- EUR) (le "Prix de Souscription") et allocation par la Société des Nouvelles Parts Sociales à Private Theory LP.

5. Modification de l'article 5 des statuts de la Société (les "Statuts") de la façon suivante:

" Art. 5. Capital social - Parts sociales - Rachat.

5.1 - Capital souscrit et libéré

Le capital social de la Société est fixé à vingt-et-un mille cinq cents Euro (21.500,- EUR) représenté par (i) un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales ordinaires (les "Parts Sociales Ordinaires"), (ii) cent mille (100.000) parts sociales de Classe A (les "Parts Sociales de classe A"), (iii) cent mille (100.000) parts sociales de classe B (les "Parts Sociales de classe B"), (iv) cent mille (100.000) parts sociales de classe C (les "Parts Sociales de classe C"), (v) cent mille (100.000) parts sociales de classe D (les "Parts Sociales de classe D"), (vi) cent mille (100.000) parts sociales de classe E (les "Parts Sociales de classe E"), (vii) cent mille (100.000) parts sociales de classe F (les "Parts Sociales de classe F"), (viii) cent mille (100.000) parts sociales de classe G (les "Parts Sociales de classe G"), (ix) cent mille (100.000) parts sociales de classe H (les "Parts Sociales de classe H") et (x) cent mille (100.000) parts sociales de classe I (les "Parts Sociales de classe I" et, ensemble avec les Parts Sociales de Classe A, les Parts Sociales de Classe B, les Parts Sociales de Classe C, les Parts Sociales de Classe D, les Parts Sociales de Classe E, les Parts Sociales de Classe F, les Parts Sociales de Classe G et les Parts Sociales de Classe H, les "Parts Sociales Préférentielles") représentant un total de deux millions cent cinquante mille (2.150.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un centime (1,- EUR) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.

Les Parts Sociales Ordinaires et les Parts Sociales Préférentielles constituent ensemble les "Parts Sociales".

Les Parts Sociales Ordinaires, les Parts Sociales de Classe A, les Parts Sociales de Classe B, les Parts Sociales de Classe C, les Parts Sociales de Classe D, les Parts Sociales de Classe E, les Parts Sociales de Classe F, les Parts Sociales de Classe G, les Parts Sociales de Classe H et les Parts Sociales de Classe I constituent des classes de Parts Sociales séparées et donnent accès à des droits économiques différents tels que décrits par les présents statuts.

A partir du moment et aussi longtemps que toutes les Parts Sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"); dans ce cas les articles 200-1 et 200-2 de la Loi trouvent à s'appliquer, signifiant que chaque décision de l'associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

5.2 - Rachat

5.2.1 - Le capital social de la Société pourra être réduit par l'annulation de Parts Sociales Préférentielles, y compris par l'annulation d'une ou plusieurs classes entières de Parts Sociales Préférentielles par le biais du rachat et de l'annulation de

toutes les Parts Sociales émises dans cette (ces) classe(s) de Parts Sociales Préférentielles, conformément aux dispositions de l'article 5.2. En cas de rachat et d'annulation d'une classe de Parts Sociales Préférentielles, ce rachat et cette annulation seront effectués dans l'ordre alphabétique inversé (en commençant par les Parts Sociales de Classe I).

5.2.2 - Chaque classe de Parts Sociales Préférentielles donne droit à ses détenteurs, au prorata de leur détention dans cette classe, dans le cas d'un rachat de cette classe, au Montant Disponible et les détenteurs de Parts Sociales Préférentielles des classes de Parts Sociales Préférentielles rachetées et annulées recevront de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation par Part Sociale pour chaque Part Sociale Préférentielle de la classe correspondante détenue par chacun d'eux et annulées.

5.2.3 - Toute modification au présent article 5.2 devra faire l'objet d'une décision unanime de l'assemblée générale des associés (le cas échéant) qui devra se tenir avec un quorum de 100% des Parts Sociales émises.

5.3 - Prime d'émission

Toute prime d'émission disponible est distribuable par le conseil de gérance.

5.4 - Modification du capital social

Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 9 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

5.5 - Droits de vote - Distributions

5.5.1 - Chaque Part Sociale confère un droit de vote identique et chaque associé a un droit de vote proportionnel au nombre de Parts Sociales qu'il détient.

5.5.2 - Droit au Dividende des Parts Sociales Ordinaires

Les Parts Sociales Ordinaires donnent à leurs détenteurs le droit de recevoir des distributions de dividendes pour une année donnée d'un montant de zéro virgule zéro cinq pour cent (0,05%) de la valeur nominale des Parts Sociales Ordinaires détenues par eux proportionnellement à leur détention de Parts Sociales Ordinaires.

5.5.3 - Droit au Dividende des Parts Sociales de Classe A

Les Parts Sociales de Classe A donnent à leurs détenteurs le droit de recevoir des distributions de dividendes pour une année donnée d'un montant de zéro virgule dix pour cent (0,10%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe A détenues par eux proportionnellement à leur détention de Parts Sociales de Classe A.

5.5.4 - Droit au Dividende des Parts Sociales de Classe B

Les Parts Sociales de Classe B donnent à leurs détenteurs le droit de recevoir des distributions de dividendes pour une année donnée d'un montant de zéro virgule quinze pour cent (0,15%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe B détenues par eux proportionnellement à leur détention de Parts Sociales de Classe B.

5.5.5 - Droit au Dividende des Parts Sociales de Classe C

Les Parts Sociales de Classe C donnent à leurs détenteurs le droit de recevoir des distributions de dividendes pour une année donnée d'un montant de zéro virgule vingt pour cent (0,20%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe C détenues par eux proportionnellement à leur détention de Parts Sociales de Classe C.

5.5.6 - Droit au Dividende des Parts Sociales de Classe D

Les Parts Sociales de Classe D donnent à leurs détenteurs le droit de recevoir des distributions de dividendes pour une année donnée d'un montant de zéro virgule vingt-cinq pour cent (0,25%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe D détenues par eux proportionnellement à leur détention de Parts Sociales de Classe D.

5.5.7 - Droit au Dividende des Parts Sociales de Classe E

Les Parts Sociales de Classe E donnent à leurs détenteurs le droit de recevoir des distributions de dividendes pour une année donnée d'un montant de zéro virgule trente pour cent (0,30%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe E détenues par eux proportionnellement à leur détention de Parts Sociales de Classe E.

5.5.8 - Droit au Dividende des Parts Sociales de Classe F

Les Parts Sociales de Classe F donnent à leurs détenteurs le droit de recevoir des distributions de dividendes pour une année donnée d'un montant de zéro virgule trente-cinq pour cent (0,35%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe F détenues par eux proportionnellement à leur détention de Parts Sociales de Classe F.

5.5.9 - Droit au Dividende des Parts Sociales de Classe G

Les Parts Sociales de Classe G donnent à leurs détenteurs le droit de recevoir des distributions de dividendes pour une année donnée d'un montant de zéro virgule quarante pour cent (0,40%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe G détenues par eux proportionnellement à leur détention de Parts Sociales de Classe G.

5.5.10 - Droit au Dividende des Parts Sociales de Classe H

Les Parts Sociales de Classe H donnent à leurs détenteurs le droit de recevoir des distributions de dividendes pour une année donnée d'un montant de zéro virgule quarante-cinq pour cent (0,45%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe H détenues par eux proportionnellement à leur détention de Parts Sociales de Classe H.

5.5.11 - Droit au Dividende des Parts Sociales de Classe I

Les Parts Sociales de Classe I donnent à leurs détenteurs le droit de recevoir le reste des distributions de dividendes.

5.5.12 - Si une classe de Parts Sociales Privilégiées a été annulée à la suite de son remboursement, rachat ou autre au moment de la distribution, le reste de toute distribution de dividende sera alloué à la classe de Parts Sociales Préférentielles émises suivante à rembourser dans l'ordre alphabétique inversé (i.e. initialement la Classe de Parts Sociales I).

5.5.13 - Si les dividendes mentionnés ci-dessus ne sont pas déclarés ou payés au cours d'une ou plusieurs années particulières, les droits aux dividendes fixes continueront de s'accumuler.

5.5.14 - Dans tous les cas, les dividendes peuvent seulement être distribués et les Parts Sociales rachetées dans la mesure où la Société a des sommes distribuables au sens de la Loi et conformément aux dispositions applicables de ladite Loi.

5.6 - Indivisibilité des Parts Sociales

Les Parts Sociales sont indivisibles envers la Société et un seul propriétaire par Part Sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

5.7 - Enregistrement de Parts Sociales

Toutes les Parts Sociales sont nominatives, au nom d'une personne déterminée et sont inscrites sur le registre des associés de la Société conformément à l'article 185 de la Loi.

5.8 - Définitions

Comptes Intérimaires signifie les comptes intérimaires de la Société à la Date des Comptes Intérimaires concernée.

Date des Comptes Intérimaires signifie la date ne précédant pas huit (8) jours avant la date de rachat et d'annulation de la classe de Parts Sociales concernée.

Liquidités Disponibles par Part Sociale signifie par rapport à chaque classe de Parts Sociales, les Liquidités Disponibles divisées par le nombre de Parts Sociales émises dans la classe devant être rachetée et annulée.

Montant Disponible signifie en relation avec la classe de Parts Sociales Préférentielle pertinente, le montant total des bénéfices nets attribuables à la classe de Parts Sociales Préférentielles (sous réserve des dispositions de l'article 5.5 des présents statuts) (y compris les reports bénéficiaires), dans la mesure où les associés auraient été en droit de réclamer des distributions de dividende conformément à l'article 13 des présents statuts, augmenté par (i) toute prime d'émission librement distribuable (y compris pour éviter tout doute la réserve de prime d'émission) et (ii), le cas échéant, par le montant de la réduction du capital social et la réduction de la réserve légale liée à la classe de Parts Sociales Préférentielles devant être annulée dans la mesure où ceci correspond aux montants disponibles conformément à la loi mais réduit par (i) toutes pertes (y compris les pertes reportées) et (ii) toutes sommes devant être mises en réserve(s) conformément aux dispositions légales ou aux présents statuts ou mises à part pour couvrir les coûts de fonctionnement de la Société selon l'opinion raisonnable du gérant unique ou conseil de gérance, tel que le cas, à chaque fois comme indiqué dans les Comptes Intérimaires pertinents (pour éviter tout doute, sans double calcul) de telle façon que:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + PR)$$

Où:

AA= Montant Disponible.

NP= bénéfices nets attribués à la classe de Parts Sociales Préférentielles conformément aux dispositions de l'article 5.5 des présents statuts (y compris les bénéfices reportés à nouveau tels que déterminés pour la classe de Parts Sociales Préférentielles pertinente conformément aux dispositions de l'article 5.5 des présents statuts).

P= prime d'émission et réserves librement distribuables.

CR= le montant de la réduction de capital social et de réserve légale relatifs à la classe de Parts Sociales Préférentielles à annuler dans la mesure où il correspond aux montants disponibles conformément à la loi.

L= les pertes (y compris les pertes reportées en avant le cas échéant).

LR= toutes sommes placées en réserve conformément aux exigences légales ou des présents statuts.

PR= sommes mises de côté pour couvrir raisonnablement les coûts de fonctionnement de la Société selon l'opinion du conseil de gérance.

Montant d'Annulation Total signifie le montant à payer comme prix de remboursement pour les classes de Parts Sociales remboursées. Le Montant D'Annulation Total est un montant déterminé par le gérant unique ou le conseil de gérance, tel que le cas, sur la base des Comptes Intérimaires pertinents et conformément aux dispositions de l'article 5.5. des présents statuts. Le Montant d'Annulation Total de chaque classe de Parts Sociales Préférentielles est le Montant Disponible de la classe pertinente au moment du remboursement et de l'annulation de la classe de Parts Sociales Préférentielles pertinente, pourvu cependant que le Montant d'Annulation Total ne soit jamais plus élevé que le Montant Disponible. Dès le rachat et l'annulation de la classe de Parts Sociales Préférentielles pertinente, la Valeur d'Annulation par Part Sociale devient due et échue par la Société.

Valeur d'Annulation par Part Sociale signifie le montant d'annulation par Part Sociale dans la classe correspondante de Parts Préférentielles à payer aux associés. La Valeur d'Annulation par Part Sociale est calculée en divisant le Montant d'Annulation Total par le nombre de Parts Sociales émises dans la classe de Parts Sociales Préférentielles à rembourser et annuler."

6. Modification de l'article 13 des Statuts de la façon suivante:

" 13. Distributions.

13.1 Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire si cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société. Le solde peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés.

13.2 Les distributions de dividendes intérimaires sont autorisées dans la mesure où elles sont strictement conformes aux règles fixées par le présent article 13.2. ainsi qu'à toute règle supplémentaire déterminée par le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance, avec le/les associé(s):

- L'initiative de déclarer des dividendes intérimaires et d'en autoriser la distribution revient exclusivement au gérant ou, en cas de pluralité de gérants, de la compétence au conseil de gérance qui en apprécie l'opportunité et la conformité à l'intérêt social de la Société.

- A cet effet, le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance a compétence exclusive pour décider du montant des sommes distribuables et de l'opportunité d'une distribution, sur la base de la documentation et des principes contenus dans les présents statuts et de tout accord que le / les associé(s) pourraient conclure entre eux.

- De plus, la décision du gérant ou en cas de pluralité de gérants du conseil de gérance doit s'appuyer sur les comptes intérimaires de la Société datant de moins de deux mois au moment de cette décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance et faisant apparaître assez de fonds disponibles pour une telle distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne devra pas excéder les profits réalisés depuis la fin de l'exercice social augmenté des profits reportés à nouveau et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées à nouveau et de toute somme devant être allouée à une réserve conformément à la Loi ou aux présents statuts.

- Enfin, le montant des dividendes intérimaires doit être limité au montant du profit distribuable tel qu'il apparaît sur les comptes intérimaires de la Société mentionnés ci-dessus et en conformité avec l'article 5.5 des présents statuts. Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance peut donner mandat à un auditeur indépendant d'auditer ces comptes intérimaires afin de confirmer le montant des sommes distribuables.

- Dans tous les cas, la distribution des dividendes intérimaires reste soumise aux stipulations de l'article 201 de la Loi, lequel prévoit la possibilité d'une action en répétition contre le / les associé(s) des dividendes distribués à lui/eux et ne correspondant pas à des bénéfices réellement acquis par la Société. Une telle action se prescrit par cinq ans à partir du jour de la répartition.

13.3 Le compte de prime d'émission peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale." L'Associé Unique a requis le notaire soussigné de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique DECIDE de reclassifier les un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales existantes dans le capital social de la Société en parts sociales ordinaires (les "Parts Sociales Ordinaires").

Deuxième résolution

L'Associé Unique DECIDE de créer de nouvelles classes de parts sociales dans le capital social de la Société, nommément (i) les parts sociales de classe A (les "Parts Sociales de Classe A"), (ii) les parts sociales de classe B (les "Parts Sociales de Classe B"), (iii) les parts sociales de classe C (les "Parts Sociales de Classe C"), (iv) les parts sociales de classe D (les "Parts Sociales de Classe D"), (v) les parts sociales de classe E (les "Parts Sociales de Classe E"), (vi) les parts sociales de classe F (les "Parts Sociales de Classe F"), (vii) les parts sociales de classe G (les "Parts Sociales de Classe G"), (viii) les parts sociales de classe H (les "Parts Sociales de Classe H") et (ix) les parts sociales de classe I (les "Parts Sociales de Classe I", et ensemble avec les Parts Sociales de Classe A, les Parts Sociales de Classe B, les Parts Sociales de Classe C, les Parts Sociales de Classe D, les Parts Sociales de Classe E, les Parts Sociales de Classe F, les Parts Sociales de Classe G et les Parts Sociales de Classe H, les "Parts Sociales Préférentielles" et les Parts Sociales Ordinaires et les Parts Sociales Préférentielles sont collectivement désignées comme les "Parts Sociales").

Troisième résolution

L'Associé Unique DECIDE d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de neuf mille Euro (9.000,- EUR), pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents Euro (12.500,- EUR), représenté par un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts Sociales Ordinaires d'une valeur nominale d'un centime (0,01 EUR) chacune, à un montant de vingt-et-un mille cinq cents Euro (21.500,- EUR), représenté par un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts Sociales Ordinaires, (ii) cent mille (100.000) Parts Sociales de Classe A, (iii) cent mille (100.000) Parts Sociales de Classe B, (iv) cent mille (100.000) Parts Sociales de Classe C, (v) cent mille (100.000) Parts Sociales de Classe D, (vi) cent mille (100.000) Part Sociales de Classe E, (vii) cent mille (100.000) Parts Sociales de Classe F, (viii) cent mille (100.000) Parts Sociales de Classe G, (ix) cent mille (100.000) Parts Sociales de Classe H et (x) cent mille (100.000) Parts Sociales de Classe I d'une valeur nominale d'un centime (0,01 EUR) chacune, par l'émission de (i) cent mille (100.000) Parts Sociales de Classe A, (ii) cent mille (100.000) Parts Sociales de Classe B, (iii) cent mille (100.000) Parts Sociales de Classe C, (iv) cent mille (100.000) Parts Sociales de Classe D, (v) cent mille (100.000) Parts Sociales de Classe E, (vi) cent mille (100.000) Parts Sociales de Classe F, (vii) cent mille (100.000) Parts Sociales de Classe G, (viii) cent mille (100.000) Parts Sociales

de Classe H et (ix) cent mille (100.000) Parts Sociales de Classe I d'une valeur nominale d'un centime (0,01 EUR) chacune, ayant les droits et privilèges tels que décrits dans les statuts devant être adoptés à la cinquième résolution ci-dessous et donnant droit aux dividendes en conformité avec les statuts de la Société à compter du jour de la décision des associés de la Société se prononçant sur l'augmentation de capital proposée.

Quatrième résolution

L'Associé Unique DECIDE d'accepter et enregistrer la souscription aux Nouvelles Parts Sociales comme suit:

Souscription / Paiement

L'Associé Unique, représenté comme ci-avant indiqué, INTERVIENT et DECLARE:

- (a) souscrire aux Nouvelles Parts Sociales; et
- (b) payer et libérer l'intégralité des Nouvelles Parts Sociales au moyen d'un paiement en numéraire du Prix de Souscription, c'est-à-dire deux millions cinq cent vingt-deux mille cinq cents Euro (2.522.500,- EUR).

Le Prix de Souscription se trouve dorénavant à la libre disposition de la Société, preuve en a été fournie au notaire instrumentaire.

L'Associé Unique DECIDE d'allouer le Prix de Souscription de la façon suivante:

- (a) neuf mille Euro (9.000,- EUR) sont alloués au compte de capital social nominal de la Société; et
- (b) deux millions cinq cent treize mille cinq cents Euro (2.513.500,- EUR) sont alloués au compte de prime d'émission de la Société.

Cinquième résolution

L'Associé Unique DECIDE de modifier l'article 5 des Statuts de la façon suivante:

" Art. 5. Capital social - Parts sociales - Rachat.

5.1 - Capital souscrit et libéré

Le capital social de la Société est fixé à vingt-et-un mille cinq cents Euro (21.500,- EUR) représenté par (i) un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales ordinaires (les "Parts Sociales Ordinaires"), (ii) cent mille (100.000) parts sociales de Classe A (les "Parts Sociales de classe A"), (iii) cent mille (100.000) parts sociales de classe B (les "Parts Sociales de classe B"), (iv) cent mille (100.000) parts sociales de classe C (les "Parts Sociales de classe C"), (v) cent mille (100.000) parts sociales de classe D (les "Parts Sociales de classe D"), (vi) cent mille (100.000) parts sociales de classe E (les "Parts Sociales de classe E"), (vii) cent mille (100.000) parts sociales de classe F (les "Parts Sociales de classe F"), (viii) cent mille (100.000) parts sociales de classe G (les "Parts Sociales de classe G"), (ix) cent mille (100.000) parts sociales de classe H (les "Parts Sociales de classe H") et (x) cent mille (100.000) parts sociales de classe I (les "Parts Sociales de classe I" et, ensemble avec les Parts Sociales de Classe A, les Parts Sociales de Classe B, les Parts Sociales de Classe C, les Parts Sociales de Classe D, les Parts Sociales de Classe E, les Parts Sociales de Classe F, les Parts Sociales de Classe G et les Parts Sociales de Classe H, les "Parts Sociales Préférentielles") représentant un total de deux millions cent cinquante mille (2.150.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un centime (0,01 EUR) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.

Les Parts Sociales Ordinaires et les Parts Sociales Préférentielles constituent ensemble les "Parts Sociales".

Les Parts Sociales Ordinaires, les Parts Sociales de Classe A, les Parts Sociales de Classe B, les Parts Sociales de Classe C, les Parts Sociales de Classe D, les Parts Sociales de Classe E, les Parts Sociales de Classe F, les Parts Sociales de Classe G, les Parts Sociales de Classe H et les Parts Sociales de Classe I constituent des classes de Parts Sociales séparées et donnent accès à des droits économiques différents tels que décrits par les présents statuts.

A partir du moment et aussi longtemps que toutes les Parts Sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"); dans ce cas les articles 200-1 et 200-2 de la Loi trouvent à s'appliquer, signifiant que chaque décision de l'associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

5.2 - Rachat

5.2.1 - Le capital social de la Société pourra être réduit par l'annulation de Parts Sociales Préférentielles, y compris par l'annulation d'une ou plusieurs classes entières de Parts Sociales Préférentielles par le biais du rachat et de l'annulation de toutes les Parts Sociales émises dans cette (ces) classe(s) de Parts Sociales Préférentielles, conformément aux dispositions de l'article 5.2. En cas de rachat et d'annulation d'une classe de Parts Sociales Préférentielles, ce rachat et cette annulation seront effectués dans l'ordre alphabétique inversé (en commençant par les Parts Sociales de Classe I).

5.2.2 - Chaque classe de Parts Sociales Préférentielles donne droit à ses détenteurs, au prorata de leur détention dans cette classe, dans le cas d'un rachat de cette classe, au Montant Disponible et les détenteurs de Parts Sociales Préférentielles des classes de Parts Sociales Préférentielles rachetées et annulées recevront de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation par Part Sociale pour chaque Part Sociale Préférentielle de la classe correspondante détenue par chacun d'eux et annulées.

5.2.3 - Toute modification au présent article 5.2 devra faire l'objet d'une décision unanime de l'assemblée générale des associés (le cas échéant) qui devra se tenir avec un quorum de 100% des Parts Sociales émises.

5.3 - Prime d'émission

Toute prime d'émission disponible est distribuable par le conseil de gérance.

5.4 - Modification du capital social

Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 9 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

5.5 - Droits de vote - Distributions

5.5.1 - Chaque Part Sociale confère un droit de vote identique et chaque associé a un droit de vote proportionnel au nombre de Parts Sociales qu'il détient.

5.5.2 - Droit au Dividende des Parts Sociales Ordinaires

Les Parts Sociales Ordinaires donnent à leurs détenteurs le droit de recevoir des distributions de dividendes pour une année donnée d'un montant de zéro virgule zéro cinq pour cent (0,05%) de la valeur nominale des Parts Sociales Ordinaires détenues par eux proportionnellement à leur détention de Parts Sociales Ordinaires.

5.5.3 - Droit au Dividende des Parts Sociales de Classe A

Les Parts Sociales de Classe A donnent à leurs détenteurs le droit de recevoir des distributions de dividendes pour une année donnée d'un montant de zéro virgule dix pour cent (0,10%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe A détenues par eux proportionnellement à leur détention de Parts Sociales de Classe A.

5.5.4 - Droit au Dividende des Parts Sociales de Classe B

Les Parts Sociales de Classe B donnent à leurs détenteurs le droit de recevoir des distributions de dividendes pour une année donnée d'un montant de zéro virgule quinze pour cent (0,15%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe B détenues par eux proportionnellement à leur détention de Parts Sociales de Classe B.

5.5.5 - Droit au Dividende des Parts Sociales de Classe C

Les Parts Sociales de Classe C donnent à leurs détenteurs le droit de recevoir des distributions de dividendes pour une année donnée d'un montant de zéro virgule vingt pour cent (0,20%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe C détenues par eux proportionnellement à leur détention de Parts Sociales de Classe C.

5.5.6 - Droit au Dividende des Parts Sociales de Classe D

Les Parts Sociales de Classe D donnent à leurs détenteurs le droit de recevoir des distributions de dividendes pour une année donnée d'un montant de zéro virgule vingt-cinq pour cent (0,25%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe D détenues par eux proportionnellement à leur détention de Parts Sociales de Classe D.

5.5.7 - Droit au Dividende des Parts Sociales de Classe E

Les Parts Sociales de Classe E donnent à leurs détenteurs le droit de recevoir des distributions de dividendes pour une année donnée d'un montant de zéro virgule trente pour cent (0,30%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe E détenues par eux proportionnellement à leur détention de Parts Sociales de Classe E.

5.5.8 - Droit au Dividende des Parts Sociales de Classe F

Les Parts Sociales de Classe F donnent à leurs détenteurs le droit de recevoir des distributions de dividendes pour une année donnée d'un montant de zéro virgule trente-cinq pour cent (0,35%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe F détenues par eux proportionnellement à leur détention de Parts Sociales de Classe F.

5.5.9 - Droit au Dividende des Parts Sociales de Classe G

Les Parts Sociales de Classe G donnent à leurs détenteurs le droit de recevoir des distributions de dividendes pour une année donnée d'un montant de zéro virgule quarante pour cent (0,40%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe G détenues par eux proportionnellement à leur détention de Parts Sociales de Classe G.

5.5.10 - Droit au Dividende des Parts Sociales de Classe H

Les Parts Sociales de Classe H donnent à leurs détenteurs le droit de recevoir des distributions de dividendes pour une année donnée d'un montant de zéro virgule quarante-cinq pour cent (0,45%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe H détenues par eux proportionnellement à leur détention de Parts Sociales de Classe H.

5.5.11 - Droit au Dividende des Parts Sociales de Classe I

Les Parts Sociales de Classe I donnent à leurs détenteurs le droit de recevoir le reste des distributions de dividendes.

5.5.12 - Si une classe de Parts Sociales Privilégiées a été annulée à la suite de son remboursement, rachat ou autre au moment de la distribution, le reste de toute distribution de dividende sera alloué à la classe de Parts Sociales Préférentielles émises suivante à rembourser dans l'ordre alphabétique inversé (i.e. initialement la Classe de Parts Sociales I).

5.5.13 - Si les dividendes mentionnés ci-dessus ne sont pas déclarés ou payés au cours d'une ou plusieurs années particulières, les droits aux dividendes fixes continueront de s'accumuler.

5.5.14 - Dans tous les cas, les dividendes peuvent seulement être distribués et les Parts Sociales rachetées dans la mesure où la Société a des sommes distribuables au sens de la Loi et conformément aux dispositions applicables de ladite Loi.

5.6 - Indivisibilité des Parts Sociales

Les Parts Sociales sont indivisibles envers la Société et un seul propriétaire par Part Sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

5.7 - Enregistrement de Parts Sociales

Toutes les Parts Sociales sont nominatives, au nom d'une personne déterminée et sont inscrites sur le registre des associés de la Société conformément à l'article 185 de la Loi.

5.8 - Définitions

Comptes Intérimaires signifie les comptes intérimaires de la Société à la Date des Comptes Intérimaires concernée.

Date des Comptes Intérimaires signifie la date ne précédant pas huit (8) jours avant la date de rachat et d'annulation de la classe de Parts Sociales concernée.

Liquidités Disponibles par Part Sociale signifie par rapport à chaque classe de Parts Sociales, les Liquidités Disponibles divisées par le nombre de Parts Sociales émises dans la classe devant être rachetée et annulée.

Montant Disponible signifie en relation avec la classe de Parts Sociales Préférentielle pertinente, le montant total des bénéfices nets attribuables à la classe de Parts Sociales Préférentielles (sous réserve des dispositions de l'article 5.5 des présents statuts) (y compris les reports bénéficiaires), dans la mesure où les associés auraient été en droit de réclamer des distributions de dividende conformément à l'article 13 des présents statuts, augmenté par (i) toute prime d'émission librement distribuable (y compris pour éviter tout doute la réserve de prime d'émission) et (ii), le cas échéant, par le montant de la réduction du capital social et la réduction de la réserve légale liée à la classe de Parts Sociales Préférentielles devant être annulée dans la mesure où ceci correspond aux montants disponibles conformément à la loi mais réduit par (i) toutes pertes (y compris les pertes reportées) et (ii) toutes sommes devant être mises en réserve(s) conformément aux dispositions légales ou aux présents statuts ou mises à part pour couvrir les coûts de fonctionnement de la Société selon l'opinion raisonnable du gérant unique ou conseil de gérance, tel que le cas, à chaque fois comme indiqué dans les Comptes Intérimaires pertinents (pour éviter tout doute, sans double calcul) de telle façon que:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + PR)$$

Où:

AA= Montant Disponible.

NP= bénéfices nets attribués à la classe de Parts Sociales Préférentielles conformément aux dispositions de l'article 5.5 des présents statuts (y compris les bénéfices reportés à nouveau tels que déterminés pour la classe de Parts Sociales Préférentielles pertinente conformément aux dispositions de l'article 5.5 des présents statuts).

P= prime d'émission et réserves librement distribuables.

CR= le montant de la réduction de capital social et de réserve légale relatifs à la classe de Parts Sociales Préférentielles à annuler dans la mesure où il correspond aux montants disponibles conformément à la loi.

L= les pertes (y compris les pertes reportées en avant le cas échéant).

LR= toutes sommes placées en réserve conformément aux exigences légales ou des présents statuts.

PR= sommes mises de côté pour couvrir raisonnablement les coûts de fonctionnement de la Société selon l'opinion du conseil de gérance.

Montant d'Annulation Total signifie le montant à payer comme prix de remboursement pour les classes de Parts Sociales remboursées. Le Montant D'Annulation Total est un montant déterminé par le gérant unique ou le conseil de gérance, tel que le cas, sur la base des Comptes Intérimaires pertinents et conformément aux dispositions de l'article 5.5. des présents statuts. Le Montant d'Annulation Total de chaque classe de Parts Sociales Préférentielles est le Montant Disponible de la classe pertinente au moment du remboursement et de l'annulation de la classe de Parts Sociales Préférentielles pertinente, pourvu cependant que le Montant d'Annulation Total ne soit jamais plus élevé que le Montant Disponible. Dès le rachat et l'annulation de la classe de Parts Sociales Préférentielles pertinente, la Valeur d'Annulation par Part Sociale devient due et échue par la Société.

Valeur d'Annulation par Part Sociale signifie le montant d'annulation par Part Sociale dans la classe correspondante de Parts Préférentielles à payer aux associés. La Valeur d'Annulation par Part Sociale est calculée en divisant le Montant d'Annulation Total par le nombre de Parts Sociales émises dans la classe de Parts Sociales Préférentielles à rembourser et annuler."

Sixième résolution

L'associé Unique DECIDE de modifier l'article 13 des Statuts de la façon suivante:

" 13. Distributions.

13.1 Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire si cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société. Le solde peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés.

13.2 Les distributions de dividendes intérimaires sont autorisées dans la mesure où elles sont strictement conformes aux règles fixées par le présent article 13.2. ainsi qu'à toute règle supplémentaire déterminée par le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance, avec le/les associé(s):

- L'initiative de déclarer des dividendes intérimaires et d'en autoriser la distribution revient exclusivement au gérant ou, en cas de pluralité de gérants, de la compétence au conseil de gérance qui en apprécie l'opportunité et la conformité à l'intérêt social de la Société.

- A cet effet, le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance a compétence exclusive pour décider du montant des sommes distribuables et de l'opportunité d'une distribution, sur la base de la documentation et des principes contenus dans les présents statuts et de tout accord que le / les associé(s) pourraient conclure entre eux.

- De plus, la décision du gérant ou en cas de pluralité de gérants du conseil de gérance doit s'appuyer sur les comptes intérimaires de la Société datant de moins de deux mois au moment de cette décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance et faisant apparaître assez de fonds disponibles pour une telle distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne devra pas excéder les profits réalisés depuis la fin de l'exercice social augmenté des profits reportés à nouveau et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées à nouveau et de toute somme devant être allouée à une réserve conformément à la Loi ou aux présents statuts.

- Enfin, le montant des dividendes intérimaires doit être limité au montant du profit distribuable tel qu'il apparaît sur les comptes intérimaires de la Société mentionnés ci-dessus et en conformité avec l'article 5.5 des présents statuts. Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance peut donner mandat à un auditeur indépendant d'auditer ces comptes intérimaires afin de confirmer le montant des sommes distribuables.

- Dans tous les cas, la distribution des dividendes intérimaires reste soumise aux stipulations de l'article 201 de la Loi, lequel prévoit la possibilité d'une action en répétition contre le / les associé(s) des dividendes distribués à lui/eux et ne correspondant pas à des bénéfices réellement acquis par la Société. Une telle action se prescrit par cinq ans à partir du jour de la répartition.

13.3 Le compte de prime d'émission peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale."

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature incombant à la Société en raison du présent acte sont évalués à quatre mille Euros (4.000,- EUR).

Déclaration

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire instrumentant qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande de la même comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: R. VAN'T HOEFT, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch A.C., le 26 mars 2015. Relation: DAC/2015/5194. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Jeannot THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée à la Société sur sa demande

Redange-sur-Attert, le 1^{er} avril 2015.

Référence de publication: 2015051361/885.

(150058804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Kingfisher Germany Pledgeco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 195.872.

— STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-fourth day of the month of March.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

German Investment Topco NQ S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand and five hundred Euros (EUR 12,500) and in the process of being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg,

represented by Me Mathieu Giroto, lawyer, professionally residing in Luxembourg pursuant to a proxy dated on 20 March 2015, which shall be registered together with the present deed.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company Kingfisher Germany Pledgeco S.à r.l. (société à responsabilité limitée) which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name “Kingfisher Germany Pledgeco S.à r.l.” (the “Company”) is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees (including up-stream and side-stream guarantees), grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand and five hundred Euros (EUR 12,500) represented by five hundred (500) shares with a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect

any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year save for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2015.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Subscription and payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price (EUR)
German Investment Topco NQ S.à r.l.	500	EUR 12,500
Total	500	EUR 12,500

Evidence of the payment of the total subscription price has been shown to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,500.-

Extraordinary general meeting

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at: 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
2. The following person is appointed manager of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company:
 - BRE/Management 7 S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 35, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 180.304.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

The document having been read to the appearing party, who requested that the deed should be documented in English, the said appearing party signed the present original deed together with the notary, having personal knowledge of the English language. The present deed, worded in English, is followed by a translation into German. In case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, the said appearing party signed together with the notary the present deed.

Folgt die Deutsche Übersetzung des Vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am vierundzwanzigsten März.

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen,

German Investment Topco NQ S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt, dessen Eintragung beim luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) in Bearbeitung ist,

hier vertreten durch Herrn Mathieu Giroto, Anwalt, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund privatschriftlichen Vollmachten, ausgestellt am 20. März 2015, welche vorliegender Urkunde beigelegt sind um mit dieser bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden.

Die erschienene Partei hat in ihrer vorgenannten Eigenschaft den unterzeichnenden Notar ersucht, die Gründungssatzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) "Kingfisher Germany Pledgeco S.à r.l." wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Gesellschaftsname. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "Kingfisher Germany Pledgeco S.à r.l." (die "Gesellschaft") wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben (up-stream als auch sidestream), Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder -Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet.

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500), eingeteilt in fünf hundert (500) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine anderen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

Art. 6. Übertragung der Anteile. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.

Art. 7. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheißen.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratssitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers und durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

Art. 8. Haftung der Geschäftsführung. Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder

(iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testa-

mentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzuzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Art. 10. Gesellschafterversammlungen. Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

Art. 11. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Jahres. Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt, wird am 31. Dezember 2015 enden.

Art. 12. Jahresabschluss. Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 13. Gewinnverwendung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragene Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragene Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

Art. 14. Auflösung. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

Art. 15. Alleingesellschafter. Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u.a. Anwendung.

Art. 16. Anwendbares Recht. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

Zeichnung und Zahlung

Nach dem die erschienene Partei die Gründungssatzung erstellt hat, hat sie das gesamte Gesellschaftskapital wie folgt eingezahlt und gezeichnet:

Einzahler	Zahl der Geschäftsanteile	Einzahlungs- preis (EUR)
German Investment Topco NQ S.à r.l.	500	EUR 12.500
Summe	500	EUR 12.500

Ein Beleg für die vollständige Einzahlung der Geschäftsanteile wurde dem unterzeichneten Notar vorgelegt.

Kostenschätzung

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Gesellschaftsgründung entstehen, werden auf EUR 1.500,- geschätzt.

Ausserordentliche Beschlüsse des Gesellschafters

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft hat der Alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

1. Sitz der Gesellschaft ist in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg.
2. Die folgende Person wird für einen unbeschränkten Zeitraum zum Geschäftsführer der Gesellschaft mit der in der Satzung der Gesellschaft beschriebenen Unterschriftsbefugnis ernannt:
 - BRE/Management 7 S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 35, Avenue Monterey, L-2163 Luxemburg und eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 180.304.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der oben erschienenen Partei, die vorliegende Urkunde in English abgefasst wird, gefolgt von einer deutschen Übersetzung.

Auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die erschienene Partei die dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt, hat dieselbe zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: M. GIROTTO und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 26 mars 2015. Relation: 1LAC/2015/9322. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 2. April 2015.

Référence de publication: 2015051248/452.

(150059097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Linbiolong S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 57, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 195.856.

— STATUTS

L'an deux mille quinze, le vingt-trois mars.

Par devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, sous-signé.

ONT COMPARU:

- Monsieur Bouleung DOUANGPRASEUTH, né le 24 janvier 1953 à Pakse (Laos), demeurant au 32 Allée de la Chocolaterie à F-94200 Ivry-sur-Seine;

- Madame Patricia DURAND, épouse DOUANGPRASEUTH, née le 10 mai 1961 à Fontainebleau (France) demeurant au 32 Allée de la Chocolaterie à F-94200 Ivry-sur-Seine.

Lesquels comparants, pré-qualifiés, ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer (la «Société»).

Dénomination - Objet - Durée - Capital

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme sous la dénomination de «Linbiolong S.A.», en abrégé «» (la «Société»).

Art. 2. Le siège de la Société est établi à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la Société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la Société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la Société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La Société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe dont elle pourrait faire partie ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle pourra emprunter avec ou sans garantie, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution personnelle et/ou réelle, au profit d'autres entreprises, sociétés ou tiers, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société exercera son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg, qu'à l'étranger.

De façon générale, la Société pourra réaliser toutes opérations mobilières et immobilières, commerciales, industrielles ou financières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 5. Le capital social est fixé à cinq cent mille euros (EUR 500.000,-), représenté par dix mille (10.000) actions d'une valeur nominale de cinquante euros (EUR 50,-) par action. Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire, sous réserve des restrictions prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (la «Loi»).

La Société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la Loi, racheter ses propres actions.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Administration - Surveillance

Art. 6. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 7. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit, par fax ou par courrier électronique ou tout autre moyen de communication similaire.

Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit, par fax, par courrier électronique un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par fax ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 8. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 9. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Art. 10. La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 11. La Société sera engagée par (i) la signature collective de deux (2) administrateurs ou (ii) la seule signature du délégué à la gestion journalière ou (iii) la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.

Art. 12. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six (6) années.

Assemblée générale

Art. 13. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la Loi.

Art. 14. L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le deuxième jeudi du mois d'avril de chaque année à 11.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 15. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle doit également être convoquée sur demande d'actionnaires représentant un dixième (1/10ième) au moins du capital social, sur indication par écrit de l'ordre du jour par ces derniers.

Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble de dix pour cent (10%) au moins du capital souscrit peuvent demander l'inscription d'un ou plusieurs nouveaux points à l'ordre du jour de toute assemblée générale, sous observation du délai et des conditions prévus par la Loi.

Art. 16. Chaque action donne droit à une voix.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la Société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 17. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la Loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les activités de la Société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 18. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 19. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs.

Disposition générale

Art. 20. La loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2015.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2016.

Les premiers administrateurs et le premier commissaire aux comptes sont nommés par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires suivant immédiatement la constitution de la société en conséquence de l'approbation de la scission.

Souscription et libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les comparants, pré qualifiés, déclarent souscrire intégralement les dix mille (10.000) actions comme suit:

- Monsieur Bouleung DOUANGPRASEUTH, pré-qualifié: six mille neuf cent quatre-vingt-quatorze actions	6.994
- Madame Patricia DURAND, pré-qualifiée: trois mille six actions	3.006
TOTAL: dix mille actions	10.000
	0

La libération intégrale du capital social, d'un montant total de cinq cent mille euros (EUR 500.000,-), a été faite intégralement moyennant un apport en nature consistant en:

- trois cent quarante-neuf (349) actions de la société Paris Reynaud Sushi S.A.S., une société par actions simplifiée de droit français au capital de cent mille euros (EUR 100.000,-), ayant son siège social à F-94599 Rungis, 8, avenue de Boulogne, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Créteil sous le numéro B 444 803 449, appartenant à Monsieur Bouleung DOUANGPRASEUTH, prénommé;

- cent cinquante (150) actions de la société Paris Reynaud Sushi S.A.S., une société par actions simplifiée de droit français au capital de cent mille euros (EUR 100.000,-), ayant son siège social à F-94599 Rungis, 8, avenue de Boulogne, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Créteil sous le numéro B 444 803 449, appartenant à Madame Patricia DURAND, prénommée (les «Apports»).

Les Apports représentent un montant total de huit cent trente-et-un mille euros (EUR 831.000,-) dont cinq cent mille euros (EUR 500.000,-) seront alloués au capital social et trois cent trente-et-un mille euros (EUR 331.000,-) seront alloués au compte prime d'émission de la Société.

La preuve par les souscripteurs de la propriété des Apports a été rapportée au notaire soussigné.

Les souscripteurs ont déclaré encore que les Apports sont libres de tout privilège ou gage ou charge et qu'il ne subsiste aucune restriction au libre transfert des Apports à la Société et que des instructions valables ont été données en vue d'effectuer toutes notifications, inscriptions ou autres formalités nécessaires pour effectuer un transfert valable des Apports à la Société.

Les souscripteurs ont déclaré qu'un rapport a été établi le 23 mars 2015 par Luxembourgeois d'audit et de révision S.à r.l., en abrégé FLUXAudit, réviseur d'entreprises agréé, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 178.997, dans lequel les Apports sont décrits et évalués (le «Rapport»).

Les conclusions du Rapport sont les suivantes:

«Sur base de nos diligences telles que décrites ci-dessus, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale des apports ne correspond pas au moins aux 10.000 actions d'une valeur nominale de 50 euros chacune, assorties d'une prime d'émission de 331.000 euros, à émettre en contrepartie.

Ce rapport s'inscrit dans le cadre des Articles 26-1 et 32-1(5) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les Sociétés Commerciales et ne peut être utilisé à d'autres fins sans notre accord préalable écrit. Il a été établi pour l'information des fondateurs de la Société et ne peut être traduit, résumé, communiqué ou faire l'objet d'une publication ou d'une diffusion sous format électronique sans notre accord préalable.»

Le rapport restera annexé au présent acte pour être soumis avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est évalué à trois mille euros Euro.

Résolutions des actionnaires

Immédiatement après la constitution de la Société, les actionnaires, pré-qualifiés, représentant l'intégralité du capital social, ont pris les décisions suivantes:

1. L'adresse de la Société est fixée à L-1510 Luxembourg, 57, avenue de la Faïencerie.
2. Sont appelés aux fonctions d'Administrateurs, chacun pour un mandat expirant lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de l'année 2019:
 - Monsieur Bouleung DOUANGPRASEUTH, né le 24 janvier 1953 à Pakse (Laos), demeurant au 32 Allée de la Chocolaterie à F-94200 Ivry-sur-Seine;
 - Madame Patricia DURAND, épouse DOUANGPRASEUTH, née le 10 mai 1961 à Fontainebleau (France) demeurant au 32 Allée de la Chocolaterie à F-94200 Ivry-sur-Seine;
 - Monsieur Joseph TREIS, expert-comptable, établi professionnellement à L-1510 Luxembourg, 57, avenue de la Faïencerie.

3. Est nommé commissaire aux comptes pour un mandat expirant lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de l'année 2019:

- Fiduciaire du Grand-Duché de Luxembourg s.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L1724 Luxembourg, 29, bvd du Prince Henri, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 142.674.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes,

Et après lecture, les comparants pré-mentionnés, connus par le notaire par leur nom, prénom, état civil et résidence, ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: Durand, Douangpraseuth, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 26 mars 2015. Relation: EAC/2015/7042. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 29 mars 2015.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2015051261/243.

(150058832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Foncière de la Cote, Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 139.460.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 3 avril 2015 que Monsieur Laurent Backes, avocat, avec adresse professionnelle à L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve, a été nommé nouvel administrateur pour terminer le mandat de Monsieur Nicolas Schaeffer, décédé.

Luxembourg, le 3 avril 2015.

POUR EXTRAIT CONFORME

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2015051143/15.

(150058980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Opportunity Fund III Property XVII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 123.372.

—
In the year two thousand and fifteen, on the thirty-first day of March

Before us, Maître Edouard Delosch, notary, residing in Diekirch, Luxembourg.

There appeared:

Opportunity Fund III (Luxembourg) S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 4a, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), with a share capital of twelve thousand and five hundred euro (EUR 12,500.-) registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 116180, hereinafter referred to as the "Sole Shareholder",

hereby represented by Mr Lovane Etienne residing professionally in Luxembourg by virtue of a proxy given on the 25 March 2015.

The said proxy shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party has requested the undersigned notary to document that the Shareholder is the sole shareholder of Opportunity Fund III Property XVII S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 4a, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), incorporated by a deed of Maître Jean Seckler, notary residing in Junglisten (Luxembourg), of 13th December 2006, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 123372, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 348 of March 10, 2007 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have not been amended yet.

The appearing party representing all the five hundred (500) shares of the Company, and acting in its capacity as Sole Shareholder of the Company has recognized to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. Dissolution of the Company and decision to put the Company into liquidation.
2. Appointment of the liquidator.
3. Determination of the powers to be granted to the liquidator.
4. Miscellaneous.

The appearing party has requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to dissolve the Company and put it into liquidation with immediate effect.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to appoint WEIDEMA VAN TOL LUXEMBOURG S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 33, rue du Puits Romain, L-8070 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), with a share capital of twelve thousand and five hundred euro (EUR 12,500.-) registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 175450, as liquidator of the Company, with Mr. Fahad Ziabutt, professionally domiciled at 33 rue du Puits Romain L-8070 Bertrange (Grand Duchy of Luxembourg), as permanent representative of the of the liquidator.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves that, the aforesaid liquidator has the mission to realize all of the assets and liabilities of the Company.

The liquidator in performing his duties shall be exempted from the obligation of drawing up an inventory, may in this respect rely fully on the books of the Company and shall have the broadest powers to carry out any act of administration, management or disposal concerning the Company, whatever the nature or size of the operation.

The liquidator shall have the corporate signature and shall be empowered to represent the Company towards third parties, including in court either as a plaintiff or as defendant.

The liquidator may waive all property and similar rights, charges, actions for rescission; grant any release, with or without payment, of the registration of any charge, seizure, attachment or other opposition.

The liquidator may in the name and on behalf of the Company and in accordance with the law, redeem shares issued by the Company.

The liquidator may under his own responsibility, distribute advances on the liquidation profits to the Sole Shareholder.

The liquidator has the authority to perform and execute all operations provided for in articles 144 and 145 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, without a specific authorization of the Sole Shareholder.

The liquidator may under his own responsibility grant for the duration as set by him to one or more proxy holders such part of his powers as he deems fit for the accomplishment of specific transactions.

The Company in liquidation is validly bound towards third parties without any limitation by the sole signature of the liquidator for all deeds and acts including those involving any public official or notary public.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of this deed are estimated at approximately at one thousand and three hundred euro (EUR 1,300.).

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The deed having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le trente-et-unième jour de mars,

Par-devant Nous, Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg

A comparu:

Opportunity Fund III (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 4a, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), avec un capital social de

douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-) immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 116180, ci-après désignée par: «l'Associé Unique»,

Représentée aux fins des présentes par M. Lovane Etienne, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 25 Mars 2015.

Cette procuration sera annexée au présent acte pour les effets de l'enregistrement.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de documenter que l'Associé est l'associé unique de Opportunity Fund III Property XVII S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 4a, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), constituée suivant acte de Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglister (Luxembourg), le 13 Décembre 2006, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B123372, publié au Mémorial C numéro 348 du 10 Mars 2007 (la «Société»). Les statuts de la Société n'ont pas encore été modifiés.

Lequel comparant représentant toutes les cinq cent (500) parts sociales et ainsi agissant en sa qualité d'associé unique, a reconnu être pleinement informé des résolutions devant être prises sur la base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Dissolution de la Société et décision de mettre la société en liquidation.
2. Nomination d'un liquidateur.
3. Détermination des pouvoirs à conférer au liquidateur.
4. Divers.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses résolutions:

Première résolution

L'Associé Unique décide la dissolution de la Société et la mise en liquidation de celle-ci, avec effet immédiat.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de nommer WEIDEMA VAN TOL LUXEMBOURG S.à r.l, une société à responsabilité limitée, régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 33, Rue du Puits Romain, L-8070 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), avec un capital social de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-) immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175450, comme liquidateur de la Société, avec M. Fahad Ziabutt, domicilié professionnellement au 33 rue du Puits Romain L8070 Bertrand (Grand-Duché du Luxembourg), en qualité de représentant permanent du liquidateur.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide que le liquidateur prénommé a la mission de réaliser tout l'actif et apurer le passif de la Société.

Le liquidateur dans l'exercice de ses fonctions est dispensé de dresser inventaire, peut se référer aux écritures de la société, disposera des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration, de gestion et de disposition intéressant la Société, quelle que soit la nature ou l'importance des opérations en question.

Le liquidateur disposera de la signature sociale et sera habilité à représenter la Société vis-à-vis des tiers, notamment en justice, que ce soit en tant que demandeur ou en tant que défendeur.

Le liquidateur peut renoncer à des droits de propriété ou à des droits similaires, à des gages, ou des actions en rescision, il peut accorder mainlevée, avec ou sans quittance, de l'inscription de tout gage, saisie ou autre opposition.

Le liquidateur peut, au nom et pour le compte de la Société et conformément à la loi, racheter des actions émises par la Société.

Le liquidateur peut sous sa propre responsabilité distribuer des avances sur le boni de liquidation à l'Associé Unique. Le liquidateur a le pouvoir d'accomplir et d'exécuter toutes les opérations prévues par les articles 144 et 145 de la loi sur les sociétés commerciales du 10 Août 1915 telle que modifiée, sans autorisation spécifique préalable de l'Associé Unique.

Le liquidateur peut sous sa propre responsabilité et pour une durée qu'il fixe, confier à un ou plusieurs mandataires des pouvoirs qu'il estime appropriés pour l'accomplissement de certains actes en particulier.

La Société en liquidation est valablement et sans limitation engagée envers des tiers par la signature du liquidateur, pour tous les actes y compris ceux impliquant tout fonctionnaire public ou notaire.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la Société des suites de ce document sont estimés à mille trois cents euros (EUR 1.300,).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: L. ETIENNE, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 02 avril 2015. Relation: DAC/2015/5582. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 03 avril 2015.

Référence de publication: 2015051338/138.

(150059425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Opportunity Fund III Property IX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 121.133.

In the year two thousand and fifteen, on the thirty-first day of March

Before us, Maître Edouard Delosch, notary, residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Opportunity Fund III (Luxembourg) S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 4a, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), with a share capital of twelve thousand and five hundred euro (EUR 12,500.-) registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 116180, hereinafter referred to as the "Sole Shareholder",

hereby represented by Lovane ETIENNE, residing professionally in Luxembourg by virtue of a proxy given on the 25 March 2015.

The said proxy shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party has requested the undersigned notary to document that the Shareholder is the sole shareholder of Opportunity Fund III Property IX S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 4a, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), incorporated by a deed of Maître Jean Seckler, notary residing in Junglister (Grand Duchy of Luxembourg), of 17th October 2006, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 121133, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2332 of December 14, 2006 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have not been amended yet.

The appearing party representing all the five hundred (500) shares of the Company having a nominal value of twenty-five, and acting in its capacity as Sole Shareholder of the Company has recognized to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. Dissolution of the Company and decision to put the Company into liquidation.
2. Appointment of the liquidator.
3. Determination of the powers to be granted to the liquidator.
4. Miscellaneous.

The appearing party has requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to dissolve the Company and put it into liquidation with immediate effect.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to appoint WEIDEMA VAN TOL LUXEMBOURG S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 33, rue du Puits Romain, L-8070 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), with a share capital of twelve thousand and five hundred euro (EUR 12,500.-) registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 175450, as liquidator of the Company, with Mr. Fahad Ziabutt, professionally domiciled at 33 rue du Puits Romain L-8070 Bertrange (Grand Duchy of Luxembourg), as permanent representative of the liquidator.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves that, the aforesaid liquidator has the mission to realize all of the assets and liabilities of the Company.

The liquidator in performing his duties shall be exempted from the obligation of drawing up an inventory, may in this respect rely fully on the books of the Company and shall have the broadest powers to carry out any act of administration, management or disposal concerning the Company, whatever the nature or size of the operation.

The liquidator shall have the corporate signature and shall be empowered to represent the Company towards third parties, including in court either as a plaintiff or as defendant.

The liquidator may waive all property and similar rights, charges, actions for rescission; grant any release, with or without payment, of the registration of any charge, seizure, attachment or other opposition.

The liquidator may in the name and on behalf of the Company and in accordance with the law, redeem shares issued by the Company.

The liquidator may under his own responsibility, distribute advances on the liquidation profits to the Sole Shareholder.

The liquidator has the authority to perform and execute all operations provided for in articles 144 and 145 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, without a specific authorization of the Sole Shareholder.

The liquidator may under his own responsibility grant for the duration as set by him to one or more proxy holders such part of his powers as he deems fit for the accomplishment of specific transactions.

The Company in liquidation is validly bound towards third parties without any limitation by the sole signature of the liquidator for all deeds and acts including those involving any public official or notary public.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of this deed are estimated at approximately at one thousand and two hundred euro (EUR 1,200.).

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The deed having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le trente-et-unième jour de mars,

Par-devant Nous, Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg

A comparu:

Opportunity Fund III (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 4a, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), avec un capital social de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-) immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 116180, ci-après désignée par: «l'Associé Unique»,

Représentée aux fins des présentes par Lovane ETIENNE, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 25 Mars 2015.

Cette procuration sera annexée au présent acte pour les effets de l'enregistrement.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de documenter que l'Associé est l'associé unique de Opportunity Fund III Property IX S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 4a, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), constituée suivant acte de Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglister (Luxembourg), le 17 Octobre 2006, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B117573, publié au Mémorial C numéro 2232 du 14 Décembre 2006 (la «Société»). Les statuts de la Société n'ont pas encore été modifiés.

Lequel comparant représentant toutes les cinq cent (500) parts sociales et ainsi agissant en sa qualité d'associé unique, a reconnu être pleinement informé des résolutions devant être prises sur la base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Dissolution de la Société et décision de mettre la société en liquidation.
2. Nomination d'un liquidateur.
3. Détermination des pouvoirs à conférer au liquidateur.
4. Divers.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses résolutions:

Première résolution

L'Associé Unique décide la dissolution de la Société et la mise en liquidation de celle-ci, avec effet immédiat.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de nommer WEIDEMA VAN TOL LUXEMBOURG S.à r.l, une société à responsabilité limitée, régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 33, Rue du Puits Romain, L-8070 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), avec un capital social de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-) immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175450, comme liquidateur de la Société, avec M. Fahad Ziabutt, domicilié professionnellement au 33 rue du Puits Romain L-8070 Bertrand (Grand-Duché du Luxembourg), en qualité de représentant permanent du liquidateur.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide que le liquidateur prénommé a la mission de réaliser tout l'actif et apurer le passif de la Société.

Le liquidateur dans l'exercice de ses fonctions est dispensé de dresser inventaire, peut se référer aux écritures de la société, disposera des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration, de gestion et de disposition intéressant la Société, quelle que soit la nature ou l'importance des opérations en question.

Le liquidateur disposera de la signature sociale et sera habilité à représenter la Société vis-à-vis des tiers, notamment en justice, que ce soit en tant que demandeur ou en tant que défendeur.

Le liquidateur peut renoncer à des droits de propriété ou à des droits similaires, à des gages, ou des actions en rescision, il peut accorder mainlevée, avec ou sans quittance, de l'inscription de tout gage, saisie ou autre opposition.

Le liquidateur peut, au nom et pour le compte de la Société et conformément à la loi, racheter des actions émises par la Société.

Le liquidateur peut sous sa propre responsabilité distribuer des avances sur le boni de liquidation à l'Associé Unique

Le liquidateur a le pouvoir d'accomplir et d'exécuter toutes les opérations prévues par les articles 144 et 145 de la loi sur les sociétés commerciales du 10 Août 1915 telle que modifiée, sans autorisation spécifique préalable de l'Associé Unique.

Le liquidateur peut sous sa propre responsabilité et pour une durée qu'il fixe, confier à un ou plusieurs mandataires de pouvoirs qu'il estime appropriés pour l'accomplissement de certains actes en particulier.

La Société en liquidation est valablement et sans limitation engagée envers des tiers par la signature du liquidateur, pour tous les actes y compris ceux impliquant tout fonctionnaire public ou notaire.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la Société des suites de ce document sont estimés à mille deux cents euros (EUR 1.200,).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: L. ETIENNE, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 02 avril 2015. Relation: DAC/2015/5580. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 03 avril 2015.

Référence de publication: 2015051337/138.

(150059420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Spotify Technology S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 123.052.

In the year two thousand and fifteen,
on the twenty-sixth day of the month of March.

Before Us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

Mr. Christophe JASICA, employee, with professional address at 4, rue Peternelchen, L-2370 Howald, acting in his capacity as a special proxy holder of the Board of Directors of "SPOTIFY TECHNOLOGY S.A." (hereinafter the "Company"), a société anonyme, established and having its registered office at 18, rue de l'Eau, L-1449

Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 123 052, incorporated pursuant to a deed enacted by notary Jean-Joseph WAGNER, prenamed, on 27 December 2006, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the “Mémorial”) number 260 of 27 February 2007;

The articles of incorporation of the Company were amended pursuant to several notarial deeds and for the last time according to a notarial deed enacted by the undersigned notary, on 17 March 2015, its publication in the Mémorial still pending,

by virtue of the authority conferred on him by resolutions adopted by the delegates of the Board of Directors of the Company, on 18 March 2015,

a copy of which resolutions, signed "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed with which it shall be formalised.

Said appearing person, acting in his said capacity, has requested the undersigned notary to record the following declarations and statements:

I.- That the issued subscribed share capital of the Company is presently set at EIGHTY-FOUR THOUSAND NINE HUNDRED AND NINETEEN point EIGHT HUNDRED AND FIFTY EURO (84,919.850 EUR) divided into three million three hundred ninety-six thousand seven hundred and ninety-four (3,396,794) shares having a nominal value of ZERO point ZERO TWENTY-FIVE EURO (0.025 EUR) each, fully paid up.

II.- That pursuant to Article FIVE (5) of the Company’s Articles of Association, the authorised capital of the Company has been fixed today at ONE HUNDRED SIXTY-SIX THOUSAND NINE HUNDRED AND FIFTY-SIX point TWO HUNDRED AND FIFTY EURO (166,956.250 EUR) to be divided into six million six hundred and seventy-eight thousand two hundred and fifty (6,678,250) shares each with a par value of ZERO point ZERO TWENTY-FIVE EURO (0,025 EUR) and that pursuant to the same Article FIVE (5), the Board of Directors of the Company has been authorised to increase the issued share capital of the Company, such article of the Articles of Association then to be amended so as to reflect the increase of capital.

III.- That the Board of Directors, in its meetings of 16 December 2014 together with its delegates by resolutions taken on 18 March 2015 and in accordance with the authority conferred on it pursuant to Article FIVE (5) of the Company’s Articles of Association, has realised an increase of the issued subscribed share capital by an amount of thirty-seven point eight hundred and seventy-five EURO (37.875 EUR) in order to raise the issued share capital to the amount of EIGHTY-FOUR THOUSAND NINE HUNDRED AND FIFTY-SEVEN point SEVEN HUNDRED AND TWENTY-FIVE EURO (84,957.725 EUR) by the creation and issue of thousand five hundred and fifteen (1,515) new shares with a par value of ZERO point ZERO TWENTY-FIVE EURO (0.025 EUR), having the same rights and privileges as the already existing shares.

IV.- That still pursuant to the powers conferred to the Board of Directors and pursuant to Article FIVE (5) of the Articles of Association, the Board of Directors has waived or limited to the extent necessary the preferential right of the existing shareholders to subscribe, and has accepted the subscription of the total thousand five hundred and fifteen (1,515) new shares by the subscribers as detailed in the attached subscription list following the resolutions of the delegates of the Board of Directors dated 18 March 2015.

V.- That all these new shares have been entirely subscribed by the subscribers, as referred to in said attached subscription forms and fully paid up, with a payment of a share premium of an amount of NINETY-FOUR THOUSAND THREE HUNDRED AND FIVE point FOUR HUNDRED AND FORTY-FIVE EURO (94,305.445 EUR) by contributions in cash made to the Company, so that the aggregate amount of NINETY-FOUR THOUSAND THREE HUNDRED AND FORTY-THREE point THIRTY-TWO EURO (94,343.32 EUR) is at the free disposal of the Company, as was evidenced to the undersigned notary by presentation of the supporting documents for the relevant payments.

VI.- That as a consequence of the above mentioned increase of the issued share capital, first paragraph of Article FIVE (5) of the Articles of Association is therefore amended and shall read as follows:

Art. 5. (first paragraph). “The corporate subscribed share capital is set at EIGHTY-FOUR THOUSAND NINE HUNDRED AND FIFTY-SEVEN point SEVEN HUNDRED AND TWENTY-FIVE EURO (84,957.725 EUR) divided into three million three hundred and ninety-eight thousand three hundred and nine (3,398,309) shares having a nominal value of ZERO point ZERO TWENTY-FIVE EURO (0.025 EUR) each.”

VII.- That as a consequence of the above mentioned increase of the issued share capital, second paragraph of Article FIVE (5) of the Articles of Association is therefore amended and shall read as follows:

Art. 5. (second paragraph). “The company's authorized share capital is fixed at ONE HUNDRED SIXTY-SIX THOUSAND NINE HUNDRED AND EIGHTEEN point THREE HUNDRED AND SEVENTY-FIVE EURO (166,918.375) EUR divided into six million six hundred seventy-six thousand seven hundred and thirty-five (6,676,735) shares with a par value of ZERO point ZERO TWENTY-FIVE EURO (0,025 EUR) each.”

Expenses

The expenses, incumbent on the company and charged to it by reason of the present deed, are estimated at three thousand euro.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. Upon request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereas, the present deed was drawn up in Howald, Grand Duchy of Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, said person signed together with Us the undersigned notary the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze,
le vingt-six mars.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,
a comparu:

Monsieur Christophe JASICA, employé privé, avec adresse professionnelle au 4, rue Peterelchen, L-2370 Howald, agissant en sa qualité de mandataire spécial du Conseil d'Administration de «SPOTIFY TECHNOLOGY S.A.» (ci-après la «Société»), une société anonyme, établie et ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 123 052, constituée suivant acte notarié reçu par le notaire Jean-Joseph WAGNER, prénommé, en date 27 décembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 260 du 27 février 2007;

Les statuts de la Société ont été modifiés par plusieurs actes notariés et pour la dernière fois suivant acte notarié reçu par le notaire soussigné en date du 17 mars 2015, sa publication au Mémorial étant en cours,

en vertu d'une procuration lui conférée par résolutions adoptées par les délégués du Conseil d'Administration de la Société en date 18 mars 2015, une copie desdites résolutions, après avoir été signée «ne varietur» par la personne comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera formalisée.

Laquelle personne comparante, agissant en sa-dite qualité, a requis le notaire instrumentant de documenter les déclarations et constatations suivantes:

I.- Que le capital social souscrit de la Société s'élève actuellement à QUATRE-VINGT-QUATRE MILLE NEUF CENT DIX-NEUF virgule HUIT CENT CINQUANTE EUROS (84'919,850 EUR) divisé en trois millions trois cent quatre-vingt-seize mille sept cent quatre-vingt-quatorze (3'396'794) actions d'une valeur nominale de ZERO virgule ZERO VINGT-CINQ EUROS (0,025 EUR), toutes entièrement libérées.

II.- Qu'en vertu de l' Article CINQ (5) des statuts de la Société, le capital autorisé de la Société est fixé aujourd'hui à CENT SOIXANTE-SIX MILLE NEUF CENT CINQUANTE-SIX virgule DEUX CENT CINQUANTE EUROS (166'956,250 EUR) qui sera divisé en six millions six cent soixante-dix-huit mille deux cent cinquante (6'678'250) actions ayant chacune une valeur nominale de ZERO virgule ZERO VINGT-CINQ EUROS (0,025 EUR) et qu'en vertu du même Article CINQ (5), le Conseil d' Administration de la Société a été autorisé à procéder à des augmentations de capital, lequel article des statuts étant alors à modifier de manière à refléter les augmentations de capital ainsi réalisées.

III.- Que le Conseil d' Administration de la Société, par ses décisions du 16 décembre 2014, ainsi que ses délégués par leurs résolutions datées du 18 mars 2015 et en conformité avec les pouvoirs lui conférés en vertu de l' Article CINQ (5) des statuts de la Société, a réalisé une augmentation du capital social souscrit à concurrence de TRENTE-SEPT virgule HUIT CENT SOIXANTE-QUINZE EUROS (37,875 EUR) en vue de porter le capital social souscrit à QUATRE-VINGT-QUATRE MILLE NEUF CENT CINQUANTE-SEPT virgule SEPT CENT VINGT-CINQ EUROS (84'957,725 EUR) par la création et l'émission de mille cinq cent quinze (1,515) nouvelles actions, d'une valeur nominale de ZERO virgule ZERO VINGT-CINQ EUROS (0,025 EUR) chacune, et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

IV.- Que toujours en vertu des pouvoirs lui conférés en vertu de l' Article CINQ (5) des statuts, le conseil d'administration a supprimé ou limité dans la mesure nécessaire le droit préférentiel de souscription des actionnaires existants et a accepté la souscription de la totalité des mille cinq cent quinze (1,515) actions par les souscripteurs tel qu'il est spécifié dans la liste de souscription suivant les résolutions des délégués du Conseil d' Administration datées du 18 mars 2015.

V.- Que toutes les nouvelles actions ont été totalement souscrites par les mêmes souscripteurs dont il est fait référence dans lesdits procès-verbaux des réunions du Conseil d' Administration et libérées intégralement, avec paiement d' une prime d' émission d' un montant de QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLE TROIS CENT CINQ virgule QUATRE CENT QUARANTE-CINQ EUROS (94'305,445 EUR), par un versement en numéraire à la Société, de sorte que la somme totale de QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLE TROIS CENT QUARANTE-TROIS virgule TRENTE-DEUX EUROS (94'343,32 EUR), se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant par la présentation des pièces justificatives de libération.

VI.- Que suite à la réalisation de cette augmentation du capital social souscrit, le premier alinéa de l' Article CINQ (5) des statuts est modifié en conséquence et a désormais la teneur suivante:

Art. 5. (premier alinéa). «Le capital social souscrit émis est fixé à QUATRE-VINGT-QUATRE MILLE NEUF CENT CINQUANTE-SEPT virgule SEPT CENT VINGT-CINQ EUROS (84'957,725 EUR) divisé en trois millions trois cent

quatre-vingt-dix-huit mille trois cent neuf (3'398'309) actions d'une valeur nominale de ZERO virgule ZERO VINGT-CINQ EUROS (0,025 EUR) chacune.»

VII.- Que suite à la réalisation de cette augmentation du capital social souscrit, le deuxième alinéa de l' Article CINQ (5) des statuts est modifié en conséquence et a désormais la teneur suivante:

Art. 5. (deuxième alinéa). «Le capital autorisé de la société est fixé à CENT SOIXANTE-SIX MILLE NEUF CENT DIX-HUIT virgule TROIS CENT SOIXANTE-QUINZE EUROS (166'918,375 EUR) divisé en six millions six cent soixante-seize mille sept cent trente-cinq (6'676'735) actions d'une valeur nominale de ZERO virgule ZERO VINGT-CINQ EUROS (0,025 EUR) chacune.»

Frais

Les frais incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de trois mille euros.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise déclare que sur la demande de la personne comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction française. A la requête de la même personne comparante et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, passé à Howald, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la personne comparante, connue du notaire par ses nom, prénom usuels, état et demeure, ladite personne comparante a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. JASICA, J.J.WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 30 mars 2015. Relation: EAC/2015/7382. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2015051440/148.

(150058964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Tamasolu SARL, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6947 Niederanven, 48, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 195.858.

— STATUTEN

Im Jahre zweitausendfünfzehn.

Den vierundzwanzigsten März.

Vor dem unterzeichneten Notar Jacques CASTEL, mit dem Amtswohnsitz zu Grevenmacher.

Ist erschienen:

- Frau Miriam Kerstin JAKOBSON, Dipl. Betriebswirtin (FH), wohnhaft in D-54292 Trier, Maarstr. 121.

Welche Komparentin den unterzeichneten Notar ersucht die Satzungen einer von Ihr zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Gesellschaftsform. Die Komparentin gründet eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach luxemburgischem Recht, dem er den nachstehenden Gesellschaftsvertrag sowie die diesbezügliche Gesetzgebung zu Grunde legen.

Die Gesellschaft begreift anfangs einen alleinigen Gesellschafter der Inhaber der gesamten Gesellschaftsanteile ist; die Gesellschaft kann zu jeder Zeit mehrere Gesellschafter begreifen auf Grund von Gesellschaftsanteilsabtretungen oder Schaffung von neuen Gesellschaftsanteilen, um dann wieder zur Einmanggesellschaft zu werden durch Vereinigung aller Gesellschaftsanteile in einer Hand.

Art. 2. Gegenstand. Gegenstand der Gesellschaft ist der Vertrieb und die Vermarktung von eigens- sowie fremdgefertigten Waren und Artikeln sowie den damit verbundenen Dienstleistungen.

Die Gesellschaft kann des Weiteren sämtliche Geschäfte industrieller, kaufmännischer, finanzieller, mobiliarer und immobilärer Natur tätigen, die mittelbar oder unmittelbar mit dem Hauptzweck in Zusammenhang stehen oder zur Erreichung und Förderung des Hauptzweckes der Gesellschaft dienlich sein können.

Die Gesellschaft kann sich an luxemburgischen oder an ausländischen Unternehmen, unter irgendwelcher Form beteiligen, falls diese Unternehmen einen Zweck verfolgen der demjenigen der Gesellschaft ähnlich ist oder wenn eine solche Beteiligung zur Förderung und zur Ausdehnung des eigenen Gesellschaftszweckes nützlich sein kann.

Die Gesellschaft ist ermächtigt, diese Tätigkeiten, sowohl im Großherzogtum Luxemburg wie auch im Ausland auszuführen.

Art. 3. Bezeichnung. Die Gesellschaftsbezeichnung lautet: „TAMASOLU SARL“.

Art. 4. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet.

Art. 5. Sitz. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Niederanven.

Er kann durch einfachen Beschluss der alleinigen Gesellschafterin oder der Gesellschafter, je nach Fall, an jeden anderen Ort Luxemburgs verlegt werden.

Die Gesellschaft ist ermächtigt im Inland und im Ausland Zweigniederlassungen und Verkaufsbüros zu eröffnen.

Art. 6. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (12.500.- €), und ist eingeteilt in einhundert (100) Gesellschaftsanteile von je einhundertfünfundzwanzig Euro (125.- €) pro Anteil.

Alle Anteile wurden voll gezeichnet und vollständig und in bar eingezahlt von der alleinigen Gesellschafterin Frau Miriam Kerstin JAKOBSON, vorgenannt, deren alle Gesellschaftsanteile zugeteilt wurden, so dass die Summe von zwölftausendfünfhundert Euro (12.500.- €) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde und von diesem ausdrücklich bestätigt wird.

Art. 7 Änderung des Gesellschaftskapitals. Das Gesellschaftskapital kann zu jeder Zeit, durch Beschluss des alleinigen Gesellschafters oder durch einstimmigen Beschluss der Gesellschafter, je nach Fall, abgeändert werden.

Art. 8. Rechte und Pflichten der Gesellschafter. Jeder Gesellschaftsanteil gibt das gleiche Recht.

Jeder Gesellschaftsanteil gibt Recht auf eine Stimme bei allen Abstimmungen.

Falls die Gesellschaft einen alleinigen Gesellschafter zählt, so hat dieser alle Rechte und Befugnisse die die Gesellschafter auf Grund des Gesetzes und der gegenwärtigen Statuten haben.

Es ist einem jeden Gesellschafter sowie seinen Gläubigern und Rechtsnachfolgern untersagt Siegel auf die Gesellschaftsgüter auflegen zu lassen oder ein gerichtliches Inventar derselben zu erstellen oder irgendwelche Maßnahmen zu ergreifen welche die Tätigkeit der Gesellschaft beeinträchtigen könnten.

Art. 9. Unteilbarkeit der Gesellschaftsanteile. Die Gesellschaftsanteile sind unteilbar gegenüber der Gesellschaft die nur einen einzigen Eigentümer für einen jeden Anteil anerkennt.

Ist der Anteil eines Gesellschafter auf Grund gesetzlicher oder testamentarischer Erbfolge einer Mehrheit von Erben zugefallen, so haben die Erben spätestens sechs Wochen nach Annahme der Erbschaft eine gemeinsame Erklärung darüber abzugeben, wer von ihnen in Zukunft, während der Unzerteiltheit, das Stimmrecht für den gesamten Anteil ausüben wird.

Wenn die Nutznießung und das bloße Eigentum eines Anteils zwei verschiedenen Personen gehören, so wird das Stimmrecht durch den Nutznießer ausgeübt.

Art. 10. Übertragung der Anteile.

1. Übertragung im Falle eines alleinigen Gesellschafters.

Die Übertragung von Gesellschaftsanteilen ist frei.

2. Übertragung im Falle von mehreren Gesellschaftern.

Die Übertragung von Gesellschaftsanteilen unter Gesellschaftern ist frei.

Für die Übertragung von Gesellschaftsanteilen an Dritte, sei es unter Lebenden, sei es infolge Sterbefalls, ist immer die Einstimmigkeit aller Gesellschafter erforderlich; geschieht die Übertragung der Gesellschaftsanteile jedoch im Sterbefall an die Nachkommen in direkter Linie oder an den überlebenden Ehepartner, ist die Zustimmung der anderen Gesellschafter nicht erforderlich.

Im Falle wo die Übertragung der Gesellschaftsanteile der Zustimmung der anderen Gesellschafter unterliegt, steht diesen ein Vorkaufsrecht auf die abzutretenden Gesellschaftsanteile zu, im Verhältnis ihrer bisherigen Gesellschaftsanteile. Falls das Vorkaufsrecht ausgeübt wird, aber keine Einigung über den Verkaufspreis der Gesellschaftsanteile erzielt wird, berechnet sich der Verkaufspreis auf Grund der Durchschnittsbilanz der drei letzten vorangegangenen Geschäftsjahren und, sollte die Gesellschaft noch keine drei Jahre existieren, auf Grund der Bilanz des letzten vorangegangenen oder der zwei letzten vorangegangenen Geschäftsjahren.

Art. 11. Tod, Entmündigung, Konkurs des Gesellschafters. Die Gesellschaft erlischt weder durch den Tod, noch die Entmündigung, den Konkurs oder die Zahlungsunfähigkeit des alleinigen Gesellschafters oder eines der Gesellschafter.

Art. 12. Geschäftsführung. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet und verwaltet. Der oder die Geschäftsführer können Gesellschafter oder Nichtgesellschafter sein.

Der oder die Geschäftsführer haben die ausgedehnten Befugnisse im Namen und für Rechnung der Gesellschaft zu handeln, einschließlich das Verfügungsrecht, sowie das Recht die Gesellschaft gerichtlich oder außergerichtlich zu vertreten.

Der oder die Geschäftsführer werden auf befristete oder unbefristete Dauer ernannt, sei es auf Grund der Satzung, sei es durch die alleinige Gesellschafterin oder die Gesellschafterversammlung.

In letzterem Falle setzt die alleinige Gesellschafterin oder die Gesellschafterversammlung, bei der Ernennung des oder der Geschäftsführer, ihre Zahl und die Dauer ihres Mandates fest; bei der Ernennung mehrerer Geschäftsführer werden ebenfalls ihre Befugnisse festgelegt.

Die alleinige Gesellschafterin oder die Gesellschafterversammlung kann die Abberufung der Geschäftsführer beschließen. Die Abberufung kann geschehen nicht nur für rechtmäßig begründete Ursachen, sondern ist dem souveränen Ermessen des alleinigen Gesellschafters oder der Gesellschafterversammlung überlassen.

Der Geschäftsführer kann für seine Tätigkeit durch ein Gehalt entlohnt werden, das durch den alleinigen Gesellschafter oder die Gesellschafterversammlung festgesetzt wird.

Art. 13. Die Gesellschaft erlischt weder durch den Tod noch das Ausscheiden des Geschäftsführers, ob er Gesellschafter oder Nichtgesellschafter ist.

Es ist den Gläubigern, Erben und Rechtsnachfolgern des Geschäftsführers untersagt, Siegel auf die Gesellschaftsgüter auflegen zu lassen oder zum Inventar derselben zu schreiben.

Art. 14. Als einfache Mandatare gehen der oder die Geschäftsführer durch ihre Funktionen keine persönlichen Verpflichtungen bezüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft ein. Sie sind nur für die ordnungsgemäße Ausführung ihres Mandates verantwortlich.

Art. 15. Gesellschafterbeschlüsse.

1. Wenn die Gesellschaft nur einen Gesellschafter begreift, so hat dieser alleinige Gesellschafter alle Befugnisse die das Gesetz der Gesellschafterversammlung gibt. Die Beschlüsse des alleinigen Gesellschafters werden in ein Protokollbuch eingetragen oder schriftlich niedergelegt.

2. Wenn die Gesellschaft mehrere Gesellschafter begreift, so sind die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung nur rechtswirksam wenn sie von den Gesellschaftern die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, angenommen werden, es sei denn die gegenwärtige Satzung oder das Gesetz würden anders bestimmen.

3. Für Statutenänderungen sind die in Artikel 199 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften festgelegten Mehrheiten erforderlich.

4. Jeder Gesellschafter hat so viel Stimmen wie er Gesellschaftsanteile besitzt.

Art. 16. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 17. Inventar-Bilanz. Am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres werden die Konten abgeschlossen und die Geschäftsführer erstellen den Jahresabschluss in Form einer Bilanz nebst Gewinn- und Verlustrechnung. Der nach Abzug der Kosten, Abschreibungen und sonstigen Lasten verbleibende Betrag stellt den Nettogewinn dar. Fünf (5%) Prozent des Reingewinns werden der gesetzlichen Rücklage zugeführt bis diese zehn Prozent des Stammkapitals erreicht hat. Der verbleibende Gewinn steht dem alleinigen Gesellschafter oder den Gesellschaftern zur freien Verwendung.

Art. 18. Auflösung - Liquidation. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren, von der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Der alleinige Gesellschafter oder die Gesellschafterversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

Art. 19. Schlussbestimmung. Für alle Punkte die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Komponenten auf die gesetzlichen Bestimmungen des Gesetzes über die Handelsgesellschaften.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt heute und endet am 31. Dezember 2015.

Feststellung

Der unterzeichnete Notar hat festgestellt, dass die Bedingungen von Artikel 183 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Schätzungen der Gründerkosten

Die der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen werden von den Parteien auf eintausend einhundert Euro (1.100.- €) geschätzt.

Gesellschafterversammlung

Sodann erklärt die alleinige Gesellschafterin, handelnd an Stelle einer ausserordentlichen Gesellschafterversammlung, folgende Beschlüsse zu nehmen:

1) Der Sitz der Gesellschaft wird in L-6947 Niederanven, 48, rue Gabriel Lippmann festgesetzt.

2) Die alleinige Gesellschafterin Frau Miriam Kerstin JAKOBSON, Dipl. Betriebswirtin (FH), wohnhaft in D-54292 Trier, Maarstr. 121, ernannt sich selbst auf unbestimmte Dauer zur alleinigen Geschäftsführerin der Gesellschaft mit beschränkter Haftung „TAMASOLU SARL“.

Die Gesellschaft wird in allen Fällen rechtsverbindlich durch die alleinige Unterschrift der alleinigen Geschäftsführerin verpflichtet.

Vor Abschluss der gegenwärtigen Urkunde hat der unterzeichnete Notar auf die Notwendigkeit hingewiesen die administrative Genehmigung zu erhalten zwecks Ausübung des Gesellschaftsgegenstandes.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen wurde zu Grevenmacher, Datum wie eingangs erwähnt,

Und nach Vorlesung an den dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannten Kom-
parentin, hat dieselbe mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: M. Jakobson und J. Castel.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 25 mars 2015. Relation: GAC/2015/2542. Reçu soixante-quinze euros
75,00.- €.

Der Einnnehmer (gezeichnet): Schlink.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung auf dem Handels- und Gesellschaftsregister
sowie zwecks Veröffentlichung im Mémorial.

Grevenmacher, den 2. April 2015.

J. Castel

Der Notar

Référence de publication: 2015051459/152.

(150058709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Giga Tubes S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3548 Dudelange, 15, rue Ribeschpont.

R.C.S. Luxembourg B 162.167.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015051171/10.

(150059369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Unleveraged European ABS S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 129.030.

La convention de domiciliation conclue entre l'agent domiciliataire Caceis Bank Luxembourg, société anonyme imma-
triculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B91985 dont le siège social est
situé au 5 Allée Scheffer, 2520 Luxembourg, et Unleveraged European ABS S.A., société anonyme, immatriculée au
Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B129030 dont le siège social est situé au 5 Allée Scheffer, 2520
Luxembourg, a été résiliée avec effet au 31 mars 2015.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour CACEIS Bank Luxembourg

Référence de publication: 2015051481/14.

(150058880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Unicity VII Plymouth S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 164.875.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 avril 2015.

Référence de publication: 2015051479/10.

(150059278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.
